

ISSN 2818-9876



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

---

DEUXIÈME SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

## **Journal des débats**

**de la Commission permanente des institutions**

**Le jeudi 5 mai 2022 — Vol. 46 N° 29**

Étude des crédits du ministère du Conseil exécutif (4) :  
volet Conseil exécutif

**Président de l'Assemblée nationale :  
M. François Paradis**

---

**2022**

## Commission des institutions

Le jeudi 5 mai 2022 — Vol. 46 N° 29

### Table des matières

Conseil exécutif	1
Discussion générale	1
Adoption des crédits	36
Adoption de l'ensemble des crédits	37
Documents déposés	37

### Intervenants

M. André Bachand, président

M. François Legault  
Mme Dominique Anglade  
M. Gabriel Nadeau-Dubois  
M. Joël Arseneau  
M. Gilles Bélanger  
Mme Stéphanie Lachance  
M. Donald Martel  
M. Samuel Poulin

Le jeudi 5 mai 2022 — Vol. 46 N° 29

### Étude des crédits du ministère du Conseil exécutif (4) : volet Conseil exécutif

*(Quatorze heures)*

**Le Président (M. Bachand) :** Bon après-midi, tout le monde. Ayant constaté le quorum, je déclare la séance de la Commission des institutions ouverte.

La commission est réunie afin de procéder à l'étude du volet Conseil exécutif des crédits budgétaires du portefeuille Conseil exécutif pour l'exercice financier 2022-2023. Une enveloppe de trois heures nous est allouée pour l'étude de ces crédits.

Avant de débiter, Mme la secrétaire, y a-t-il des remplacements?

**La Secrétaire :** Oui, M. le Président. Mme Jeannotte (Labelle) est remplacée par M. Jacques (Mégantic); M. Lamothe (Ungava) est remplacé par M. Bélanger (Orford); M. Lévesque (Chapleau) est remplacé par M. Poulin (Beauce-Sud); M. Barrette (La Pinière) est remplacé par M. Derraji (Nelligan); M. Rousselle (Vimont) est remplacé par M. Tanguay (LaFontaine); Mme Weil (Notre-Dame-de-Grâce) est remplacée par Mme Anglade (Saint-Henri—Sainte-Anne); M. Zanetti (Jean-Lesage) est remplacé par M. Nadeau-Dubois (Gouin) et Mme Hivon (Joliette) est remplacée par M. Arseneau (Îles-de-la-Madeleine).

### Conseil exécutif

**Le Président (M. Bachand) :** Merci beaucoup. Nous allons procéder à une discussion d'ordre général par blocs d'environ 20 minutes, incluant les questions et les réponses. La mise aux voix de ces crédits sera effectuée à la fin du temps qui leur est alloué, donc vers 17 heures.

### Discussion générale

Je suis maintenant prêt à reconnaître une première intervention de Mme la cheffe de l'opposition officielle, pour un premier bloc de 16 min 21 s. Mme la cheffe de l'opposition officielle, s'il vous plaît.

**Mme Anglade :** Merci, M. le Président. Et je tiens, d'entrée de jeu, à saluer toutes les personnes qui ont travaillé pour les crédits, les personnes de la fonction publique. On sait que c'est un exercice qui est souvent ardu, alors je tiens à féliciter toutes les équipes qui ont travaillé pour cette rencontre aujourd'hui.

D'entrée de jeu, je vais dire au premier ministre, il le sait : Les Québécois ont de la difficulté à joindre les deux bouts aujourd'hui. Ils ont de la difficulté à joindre les deux bouts. L'épicerie augmente, l'essence augmente, sans parler du logement. Il y a énormément de problèmes, d'un point de vue financier, d'un point de vue économique, aujourd'hui, pour les Québécois et les Québécoises.

Dans le budget qui avait été présenté, le premier ministre, d'un côté, dans son budget, a pris 700 \$ dans les poches des Québécois, mais il en a redistribué 500 \$. 700 \$ qu'il a pris, ça vient de l'inflation, du fait qu'il y ait plus de revenus pour l'État, mais il en a redonné juste 500 \$.

Alors, moi, ma question pour le premier ministre, c'est : Est-ce qu'il peut reconnaître que ce 500 \$ là aujourd'hui ne répond pas aux besoins des Québécois?

**Le Président (M. Bachand) :** Merci. M. le premier ministre, s'il vous plaît.

**M. Legault :** Oui. Merci, M. le Président. Bien, à mon tour, je veux saluer la cheffe de l'opposition officielle, le chef du deuxième groupe, le chef du troisième groupe, tous les collègues aussi de la CAQ, tout le personnel, d'abord le secrétaire général, son équipe, et le directeur de cabinet, et son équipe. Donc, très content d'être ici pour échanger pendant trois heures avec les oppositions.

Effectivement, actuellement, le taux d'inflation est très élevé, et ce qu'on a choisi de faire, c'est de remettre 500 \$ à toutes les personnes qui gagnent moins de 100 000 \$. Vous allez tous comprendre que, pour quelqu'un qui gagne 20 000 \$, l'augmentation d'impôt dont parle la cheffe de l'opposition officielle est moins grande que pour quelqu'un qui gagne 100 000 \$. Donc, étant donné qu'on donne 500 \$ à tout le monde, bien, on va tous comprendre que ceux qui ont des revenus plus bas se trouvent à avoir une aide plus grande que si on avait fait une baisse d'impôt, parce qu'effectivement il y a une baisse d'impôt.

Bon, l'autre chose qui est importante aussi de dire, c'est que les différentes dépenses déductibles dans le rapport d'impôt ont été indexées. Donc, quand on regarde la croissance des salaires, bien, la croissance des salaires, en moyenne, devrait être équivalente à la croissance qu'on a faite dans les crédits d'impôt, sauf pour la partie qui est au-dessus de 4,6 %. Donc, ce qu'a fait le ministre des Finances, c'est qu'il a calculé qu'au-delà de l'indexation des dépenses déductibles des crédits d'impôt dans les rapports d'impôt, il fallait ajouter en moyenne un 500 \$. Donc, c'est comme ça qu'il faut calculer, là, parce que, oui, il y a une augmentation brute des impôts à cause de l'inflation, mais les déductions d'impôt sont ajustées pour la croissance de l'inflation régulière.

**Le Président (M. Bachand) :** ...de l'opposition officielle.

**Mme Anglade :** Au bout du compte, M. le Président, là, les Québécois, là, ils ont donné 700 \$ de plus au gouvernement puis ils ont récupéré seulement 500 \$, et ça, ça ne répond pas aux besoins des Québécois aujourd'hui.

Moi, j'ai des questions très spécifiques pour le premier ministre, qui peuvent répondre aux besoins des Québécois. Retirer la TVQ sur les biens essentiels, sur les premiers biens de première nécessité qui ont encore de la TVQ, est-ce qu'il est pour ou contre? C'est oui ou c'est non.

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** D'abord, je veux enregistrer mon désaccord. À cause de l'indexation des crédits d'impôt, c'est faux de dire que les Québécois, ça leur a coûté 700 \$ de plus. C'est faux de dire ça. Il y a une compensation qui est complète avec le 500 \$, sauf qu'il y a une compensation qui est plus grande pour les bas salariés, moins grande pour les hauts salariés. Mais, en moyenne, quand on tient compte de l'augmentation des salaires, de l'indexation des crédits d'impôt, du 500 \$, il n'y a pas de coût net pour la population, en moyenne.

Maintenant, le 500 \$ s'ajoute aussi à ce qu'on a fait l'automne dernier. On a donné 200 \$ à tous ceux qui gagnent moins de 50 000 \$ puis on a donné 400 \$ à ceux qui ont plus de 70 ans. Donc, il faut additionner tout ça aussi, mais, en bout de ligne, les personnes qui ont reçu le 500 \$, le 200 \$, le 400 \$, bien, ils ont eu plus d'argent dans leurs poches que ce que ça leur a coûté de plus à cause de l'inflation.

**Le Président (M. Bachand) :** Mme la cheffe de l'opposition officielle.

**Mme Anglade :** M. le Président, ma question était très spécifique par rapport à la TVQ. C'est oui ou c'est non. Avec la réponse que j'ai entendue du premier ministre, c'est non sur le retrait de la TVQ sur les produits de première nécessité. Très bien.

Autre question, gel des tarifs d'hydroélectricité temporaire pour remédier au fait qu'il y a une erreur historique qui a été commise par la CAQ en politisant la situation avec la Régie de l'énergie. Alors, nous, ce qu'on demande, c'est oui ou c'est non, est-ce qu'il y a un gel des tarifs d'hydroélectricité jusqu'à tant qu'on revoie la loi, l'erreur historique de la CAQ? Est-ce que c'est oui ou c'est non pour cette proposition?

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** O.K. Bon, d'abord, je le répète, là, le Parti libéral proposait un gel de la TVQ puis un gel des tarifs d'électricité. C'est préférable pour les Québécois d'avoir les trois mesures qu'on a mises en place. Pour tous ceux qui gagnent moins de 50 000 \$, c'est préférable à un gel de la TVQ puis un gel des tarifs d'électricité.

En plus, là où il y a une iniquité dans la proposition libérale, c'est que plus les gens sont riches, plus ils consomment et plus ils sauvent de l'argent avec un gel de la TVQ. Même chose avec le gel des tarifs d'électricité, plus on a une grosse maison, plus on sauve d'argent avec le gel. Puis ça, c'est sans parler aussi de l'incitatif à réduire les GES qui ne serait plus là parce que, si on gèle des tarifs d'électricité, bien, ça donne... on peut davantage en gaspiller. Donc, ce n'est pas une bonne approche. C'est préférable pour les Québécois de recevoir le 200 \$, le 400 \$ et le 500 \$ que d'avoir la proposition libérale, c'est-à-dire un gel de la TVQ puis un gel des tarifs d'électricité.

**Le Président (M. Bachand) :** Mme la députée, oui.

**Mme Anglade :** Donc, ce que je comprends du premier ministre, c'est non pour cette proposition-là également.

Je passe à une autre proposition. 2 000 \$ par aîné de plus de 70 ans pour faire en sorte qu'ils fassent... qu'ils puissent faire face au coût de la vie, puis à des soins à domicile, 2 000 \$ par aîné de plus de 70 ans. Est-ce que c'est oui ou non de la part du premier ministre?

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** J'ai vu, effectivement, le Parti libéral propose de donner un crédit d'impôt de 2 000 \$, remboursable, pour les personnes de 70 ans et plus. Ça coûte 2,3 milliards par année... donc 2,3 milliards. La question, c'est : On peut tous être pour la tarte aux pommes, là, mais où prend-on le 2,3 milliards par année, récurrent? Où va prendre... Où prendrait, le Parti libéral, le 2,3 milliards de dollars par année pour donner 2 000 \$ de crédit d'impôt à chaque personne de plus de 70 ans?

**Mme Anglade :** Donc, je peux comprendre, la réponse du premier ministre, c'est que c'est non, encore une fois. Dans les trois dernières propositions qu'on a faites, la réponse, c'est non. Ce n'est pas un crédit d'impôt pour le 2 000 \$. Il s'agit d'une allocation aînés qui arriverait chaque année. Ce n'est pas un crédit d'impôt, je tiens quand même à le préciser.

Mais quand on regarde la situation au Québec puis que le premier ministre propose le 500 \$ à tout le monde, la réalité, là, c'est que les gens, encore une fois, ont de la misère à joindre les deux bouts. Quand on regarde la question de l'accès à la propriété, on a véritablement un enjeu fondamental. Les gens ne sont pas capables de faire en sorte qu'ils peuvent acheter une maison. Le contrat social, quand on était... Quand le premier ministre a certainement acheté

sa première maison, le contrat social, c'était de dire : On étudie, on travaille puis on s'achète une maison. Aujourd'hui, on n'est pas capables d'y arriver. Ce que j'ai entendu le ministre des Finances dire, c'est qu'on va laisser les marchés aller parce que les marchés vont s'autoréguler. Mais quand les marchés ne fonctionnent pas, c'est la responsabilité du gouvernement d'intervenir.

Est-ce que, oui ou non, le premier ministre est d'accord avec son ministre des Finances qu'il ne faut pas intervenir sur les marchés?

• (14 h 10) •

**M. Legault :** D'accord. D'abord, je veux préciser que la cheffe de l'opposition officielle n'a pas contredit le chiffre de 2,3 milliards par année que coûte son 2 000 \$ par personne. Je veux juste rappeler à la cheffe de l'opposition officielle que, depuis notre arrivée au gouvernement, on a justement, un hasard, donné 2,3 milliards par année aux Québécois en augmentant les allocations familiales, en diminuant les taxes scolaires, en enlevant la taxe sur les tarifs de garderie, etc.

Maintenant, je veux aussi apporter une précision concernant les tarifs d'électricité l'année prochaine. On a déjà dit que l'augmentation des tarifs serait un maximum de 3 %. Je dis bien un maximum de 3 %. Maintenant, concernant le logement, effectivement, pendant la pandémie, il s'est construit moins de maisons. Par contre, on voit que l'année passée on est passés de 54 000 mises en chantier à 68 000, puis cette année, on est déjà à plus de 70 000. Donc, la situation va éventuellement s'améliorer. En plus, pour les logements abordables, on a ajouté des sommes importantes pour les logements sociaux. C'est vrai que c'est long à construire. Par contre, on a ajouté un autre 300 millions pour des logements privés. Donc, on passe par le privé. On leur demande de donner des réductions de loyer pour l'équivalent du montant qu'on leur donne. Donc, on doit prendre un certain temps. Là, je ne sais pas ce que propose la cheffe de l'opposition officielle pour aller plus vite, mais il faut donner le temps aux constructeurs de construire les maisons.

**Mme Anglade :** La question que j'avais pour le premier ministre, parce que je sais que le premier ministre aime répondre aux autres questions, puis revenir sur des sujets, là, mais moi, spécifiquement, c'était l'accès à la propriété, l'accès à la propriété puis l'intervention. Là, ce qui se passe présentement sur les marchés, là, c'est faramineux. Je ne sais pas si le premier ministre sait, aujourd'hui, là, c'est quoi, le prix d'une maison unifamiliale dans son propre comté, aujourd'hui, là. Est-ce qu'il le sait, puis l'augmentation qu'il y a eu dans la dernière année, à quel point c'est significatif?

**M. Legault :** Je pense que le ministre des Finances l'a bien expliqué ce matin, mais je vais réessayer de l'expliquer. Il y a un déséquilibre entre la demande pour des résidences puis l'offre pour des résidences. Ce que propose le Parti libéral, entre autres, c'est d'enlever la taxe de bienvenue. Ce que ça voudrait dire, techniquement, c'est que si on enlève la taxe de bienvenue, les gens vont avoir ce montant-là disponible pour payer pour la maison. Donc, techniquement, ça pourrait faire augmenter le prix des maisons de l'équivalent de la taxe de bienvenue. Donc, on le voit, là, toutes les mesures que propose le Parti libéral pour donner de l'argent, pour augmenter la demande, bien, c'est exactement ce qui s'est produit depuis un an, les gens n'ont pas dépensé pendant la pandémie, se sont retrouvés avec beaucoup d'épargne, puis ça a fait augmenter le prix des maisons via le jeu de l'offre et la demande. Donc, le Parti libéral propose d'augmenter la demande. Nous, on propose d'augmenter l'offre de logements. Je pense que c'est la façon la plus intelligente de régler ce déséquilibre entre la demande et l'offre.

**Le Président (M. Bachand) :** Allez-y.

**Mme Anglade :** Le déséquilibre, là, il est majeur pour les premiers acheteurs. J'ai demandé... J'ai posé la question au premier ministre : C'est quoi, le prix moyen d'une maison dans l'Assomption, aujourd'hui, là, le prix moyen d'une maison dans l'Assomption? Puis c'est quoi l'augmentation de la dernière année sur les prix des maisons?

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** Bien, je ne jouerai pas dans ce film-là, de combien ça coûte ci, puis ça coûte ça. On n'est pas à *Génies en herbe*, là, mais ce que je peux vous dire, M. le Président, je suis très conscient que le prix des maisons a augmenté. On n'est pas rendus encore au niveau de Toronto ou de Vancouver, mais le prix des maisons a beaucoup augmenté. Pourquoi? Parce qu'il y a beaucoup de gens qui ont de l'épargne, puis beaucoup de gens aussi qui décident de faire du télétravail, puis qui veulent une maison plus grande parce qu'ils font du télétravail. Donc, via le jeu de l'offre et la demande, le prix des maisons a beaucoup augmenté.

Maintenant, là où il faut peut-être entendre des propositions, c'est... qu'est-ce que propose le Parti libéral? Le Parti libéral, son ancien ministre des Finances a dit : On devrait mettre une taxe pour les acheteurs étrangers. Ça ne règle rien. C'est des pinottes, le nombre d'étrangers qui achètent des maisons. Donc, que propose le Parti libéral autre que de dire : On pousse pour augmenter rapidement l'offre de logements puis de maisons?

**Le Président (M. Bachand) :** ...allez-y.

**Mme Anglade :** M. le Président, j'étais très surprise d'entendre le premier ministre dire : Moi, je ne joue pas à *Génies en herbe*. J'étais très surprise d'entendre ça. Juste dans son comté, l'augmentation des maisons, là, pour la dernière année, là, c'est 32 %. 32 %. Puis l'augmentation des salaires, c'est combien, si on prend un fonctionnaire, ici? 2 %. Les gens, là, ils ne trouvent pas ça drôle, aujourd'hui. Les gens, ils se disent qu'ils ne vont jamais être capables

d'atteindre leur rêve. Puis ce que leur dit le premier ministre : Ce n'est pas grave, on n'est pas encore rendus au point de Toronto, on n'est pas encore rendu au point de Vancouver. On va laisser aller les choses pour faire en sorte qu'on va aller rattraper ces deux villes-là, ces deux métropoles-là.

Pour moi, là, c'est inacceptable. Notre rôle, là, c'est de faire en sorte qu'on soit capables d'offrir des logements à la population puis d'offrir l'accès à la propriété. C'est un rêve que caresse la nouvelle génération, puis on a le devoir d'y faire... de donner les moyens à notre nouvelle génération de le faire. Quand j'entends le premier ministre me dire ça, ça me montre à quel point il est déconnecté de ce que vivent les gens dans leur quotidien.

Puis l'autre chose, c'est que, dans toutes les propositions qu'on a faites, il a dit non pour la TVQ sur les produits qui était essentiels. Il a dit non sur l'hydroélectricité quand lui-même il a décidé d'y aller tout seul là-dedans puis que tout le monde était contre. Il a dit non également pour 2 000 \$ par aîné de plus de 70 ans. Puis il nous a dit quoi? C'est trop cher. C'est trop cher, payer 2 000 \$ par aîné qui ont plus de 70 ans. Bien, moi, je ne pense pas que ça soit trop cher. Je pense que c'est la bonne chose à faire, puis on sait à quel point nos aînés en ont besoin, puis on sait à quel point les aînés, là, ils sont en train de souffrir grandement de ce qui se passe en termes d'inflation. Et ça, c'est le geste à poser. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** M. le Président, il faut regarder, là, puis ramener les faits. En 2018, le Parti libéral promettait de donner zéro dollar dans le portefeuille des Québécois. Nous, on proposait de remettre 2,3 milliards par année dans le portefeuille des Québécois, entre autres, en diminuant les taxes scolaires, en augmentant les allocations familiales, etc., puis on l'a fait.

Maintenant, en 2022, qu'est-ce que va proposer le Parti libéral? On commence à le savoir. Maintenant, qu'est-ce que va proposer la CAQ? Bien, on va le savoir durant la campagne électorale. Je l'invite à être patiente, mais la CAQ sera toujours le parti champion du portefeuille des Québécois. Ça, c'est très clair. En 2018, on était tout seul sur la patinoire du portefeuille des Québécois. Là, ce que je comprends, c'est qu'en 2022 le Parti libéral va enfin embarquer sur la glace pour remettre de l'argent dans le portefeuille. Bien, bienvenue dans le club.

**Le Président (M. Bachand) :** Il reste 18 secondes, Mme la députée.

**Mme Anglade :** Les Québécois, là... La campagne électorale, elle est dans cinq mois. Les Québécois, c'est maintenant qu'ils ont besoin d'action. Ça fait des mois qu'on a fait les propositions qu'on a faites. C'est aujourd'hui qu'ils en ont besoin. Ce n'est pas dans six mois, ce n'est pas dans un an. C'est aujourd'hui. Puis nous, si on avait été au gouvernement, c'est ça qu'on aurait fait.

**Le Président (M. Bachand) :** Merci beaucoup. M. le député de Gouin, pour une période de 12 min 15 s, s'il vous plaît.

**M. Nadeau-Dubois :** Merci, M. le Président. Bonjour au premier ministre, à mes collègues de l'opposition, à l'ensemble des députés et du personnel présents. Hier, le premier ministre et moi, on a eu une discussion sur les bonis dans les sociétés d'État. Ce matin, on a eu une discussion sur mon salaire comme chef de la deuxième opposition. Alors, ça m'a donné l'idée qu'on parle, lui et moi, de salaire, qu'on parle d'économie un petit peu.

En ce moment, les Québécois et les Québécoises subissent la pire inflation en 30 ans. Leur panier d'épicerie leur coûte plus cher que jamais. Les gens doivent faire des choix épouvantables entre le loyer ou l'épicerie. Pendant ce temps-là, il y en a qui s'en mettent plein les poches. On a appris, un peu plus tôt aujourd'hui, que le grand patron de Dollarama, Neil Rossy, a vu sa rémunération bondir de 1 million de dollars en une seule année, pour atteindre 7 830 000 \$. En trois ans, le salaire de M. Rossy a explosé de 106 %. En pleine pandémie, Dollarama vient d'annoncer que ses prix passaient à 5 \$.

Le premier ministre n'est pas un homme qui a... C'est un homme qui n'a pas la langue de bois — je respecte ça — moi non plus. J'aimerais ça savoir qu'est-ce qu'il pense des gens comme M. Rossy, qui, en pleine crise de l'inflation, augmentent leurs prix puis s'en mettent plein les poches, 1 million de plus en une seule année.

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

• (14 h 20) •

**M. Legault :** Oui. M. le Président, bien, effectivement, on a discuté, depuis hier, des salaires, et puis c'est vrai que, quand on regarde les salaires puis qu'on compare avec des Québécois qui gagnent 20 000 \$ par année, bien, de gagner, comme le chef de Québec solidaire, 129 000 \$ par année, ça semble beaucoup d'argent. Bon, la bonne chose, c'est qu'il n'aura pas le droit au 500 \$, puisque le 500 \$ est donné seulement aux personnes qui gagnent moins de 100 000 \$ par année. Mais, M. le Président, moi, je pense que le chef de Québec solidaire mérite le 129 000 \$ par année, parce qu'on a besoin en politique d'avoir des gens qui réussissent, qui auraient pu réussir dans d'autres métiers.

Maintenant, là, il parle d'une entreprise privée. Bien, les entreprises privées sont en compétition avec les entreprises privées aux États-Unis puis partout dans le monde, et puis c'est aux conseils d'administration ou aux actionnaires, en bout de ligne, de décider de la rémunération. Est-ce que je trouve ça élevé? Oui, je trouve ça très, très élevé. Je pense que ce serait souhaitable, éventuellement, qu'il y ait comme une limite. Mais, en même temps, peut-on commencer à contrôler le marché américain? Je sais que le chef de Québec solidaire a des grandes ambitions, là, mais

comment aller contrôler le salaire des grandes entreprises américaines? Parce que, si on ne contrôle pas les salaires des grandes entreprises américaines, on ne voudrait pas que les meilleurs s'en aillent aux États-Unis gérer les grandes entreprises américaines. Donc, il faut être compétitif, mais ça, ça relève du privé. Ça ne relève pas de l'Assemblée nationale.

**M. Nadeau-Dubois :** Pour un homme qui est fier de ne pas avoir la langue de bois, le premier ministre est passé complètement à côté de ma question. Je lui demande : Est-ce que ça le dérange, des gens comme ça qui augmentent leurs prix — ça vient de passer à 5 \$ chez Dollarama, là — qui augmentent leurs prix, dont les profits explosent puis qui se paient des augmentations de 1 million de dollars par année? Est-ce qu'il trouve ça exagéré? Est-ce que ça le dérange?

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** M. le Président, oui, ça me dérange de voir des gros salaires comme ça. Oui, je trouve ça exagéré. Maintenant, quelle est la solution magique du chef du deuxième groupe d'opposition? Comme d'habitude, il n'en a pas. Il n'en a pas de solution à proposer. Donc, je comprends, là, que, oui, on aimerait ça qu'il y ait un peu plus d'équité puis que l'écart entre le plus bas salarié puis le plus haut salarié soit moins grand. Puis je pense qu'on a la chance, au Québec, qu'en moyenne cet écart-là, là, qui est mesuré régulièrement par des économistes, l'écart entre les riches puis les pauvres, est moins grand au Québec. Puis je suis fier de ça. Je suis fier de ça.

Est-ce qu'il reste du travail à faire? Oui. Est-ce que c'est acceptable ou c'est souhaitable, ce qu'on voit aux États-Unis? Non. Moi, je ne le souhaite pas. Je trouve qu'il y ait plus... qu'il y ait plus d'équité. Mais, encore une fois, je n'ai pas entendu le début du commencement d'une solution proposée par le chef de Québec solidaire pour le salaire des compagnies privées au monde.

**Le Président (M. Bachand) :** M. le député de Gouin.

**M. Nadeau-Dubois :** Le premier ministre a parlé de mon salaire. Moi, j'ai essayé de lui parler d'un enjeu de société, puis il est revenu sur la rémunération que je touche personnellement. Ça fait que, là, je vais être obligé de lui parler de sa rémunération, à peu près à 206 000 \$. Moi, je trouve qu'à 129 000 \$, bien, un peu plus de 200 000 \$, je pense, par année, si je ne me trompe pas, moi, je pense qu'à 129 000 \$, je devrais payer plus d'impôts au Québec, parce que je fais partie des gens qui ont une bonne rémunération puis qui ont les moyens de contribuer plus au trésor public. Ça fait que, oui, je pense que je fais un bon salaire puis, par conséquent, je pense que je devrais payer plus d'impôts. Est-ce que le premier ministre est d'accord avec moi? Et est-ce qu'il pense que, lui aussi, il devrait payer plus d'impôts sur son revenu au Québec?

**M. Legault :** Bon, d'abord, juste rappeler que, quand j'étais président d'Air Transat, je gagnais beaucoup plus que 200 000 \$ par année, là. Je pense que tout le monde peut aller vérifier ce qui s'est passé dans le passé. Maintenant, déjà, au Québec, les gens qui gagnent plus de 100 000 \$, plus de 200 000 \$, paient un taux d'impôt plus élevé que ceux qui gagnent 20 000 \$. Déjà, ça existe. Je sais que Québec solidaire, son objectif, c'est d'augmenter les impôts. On ne sait pas ça va commencer à combien. J'ai compris qu'il souhaitait que le 500 \$ qu'on donne aux gens, ça arrête à 50 000 \$. Donc, Québec solidaire nous dit : Si vous gagnez plus de 50 000 \$, vous devriez payer plus d'impôts, on ne devrait pas vous donner 500 \$. On n'est pas d'accord là-dessus, M. le Président. Moi, je pense que la classe moyenne, là, ça inclut des gens qui gagnent 60 000 \$, 70 000 \$. Ça inclut les enseignants, ça inclut les infirmières. Puis je pense que c'est une mauvaise idée que Québec solidaire dise : On devrait juste donner de l'argent à ceux qui gagnent moins que 50 000 \$ par année.

**M. Nadeau-Dubois :** Est-ce que le premier ministre pense qu'il devrait payer plus d'impôts au Québec?

**M. Legault :** Je ne pense pas qu'il faut augmenter les impôts de ceux qui gagnent plus de 100 000 \$. Je pense que, si c'était possible de réduire les impôts de ceux qui gagnent moins de 100 000 \$, comme on l'a fait dans le dernier budget, bien, j'aimerais ça si on avait la marge de manoeuvre de pouvoir le faire, mais je ne pense pas que ça serait une bonne idée. Déjà, les gens qui gagnent plus de 100 000 \$ sont plus taxés au Québec qu'à peu près n'importe où en Amérique du Nord. Donc, je pense que pour l'économie du Québec, la pire chose qui pourrait arriver, bien, c'est Québec solidaire.

**Le Président (M. Bachand) :** M. le député de Gouin.

**M. Nadeau-Dubois :** M. le Président, la différence entre le premier ministre et moi, ce n'est pas vraiment, au fond, le salaire qu'on fait. C'est que, moi, je pense que je devrais contribuer davantage fiscalement pour nos services publics; lui, il ne croit pas. Il pense que lui et les gens qui font ce type de salaire là contribuent suffisamment. C'est la différence entre lui et moi, au-delà de l'argent qu'on touche personnellement. Ça, franchement, c'est tout à fait secondaire.

Récemment, le premier ministre... le président américain, Joe Biden, a félicité les travailleurs et travailleuses de chez Amazon qui se sont syndiqués aux États-Unis en disant que c'est important. Il les a appuyés publiquement. On sait que les pratiques en matière de relations de travail d'Amazon sont particulièrement condamnables. Puis en ce moment, à Montréal, il y a des travailleurs qui se battent pour des meilleures conditions de travail. J'aimerais ça savoir si les travailleurs d'Amazon à Montréal ont l'appui du premier ministre dans leur effort de syndicalisation.

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** M. le Président, bon, d'abord, je pense qu'on vient d'apprendre quelque chose d'important aujourd'hui, là. Le chef de Québec solidaire dit : Moi qui gagne 129 000 \$ par année, je pense que je devrais payer plus d'impôts. On ne sait toujours pas, là, est-ce que Québec solidaire va augmenter les impôts de ceux qui gagnent plus de 50 000 \$, 100 000 \$, 129 000 \$. Ça, on n'a pas eu la réponse.

Maintenant, pour ce qui est de la syndicalisation des employés des entreprises, bien, c'est le choix des employés. On est un des endroits au monde qui a le plus grand nombre de personnes syndiquées. Donc, le Québec, je pense, est comme un modèle de ce côté-là. Donc, c'est aux employés d'Amazon, ce n'est pas au chef de Québec solidaire à décider si les employés d'Amazon devraient se syndiquer ou non, là.

**Le Président (M. Bachand) :** M. le député de Gouin.

**M. Nadeau-Dubois :** J'aimerais qu'on parle de productivité. Le premier ministre, à une certaine époque, a déjà dénoncé le fait que les jeunes Québécois ne travaillaient pas assez, puis je le cite, ils pensaient trop à la belle vie. Je vais citer le premier ministre : «Si les Asiatiques sont très travaillants et que, nous, on dit qu'on veut juste faire la belle vie, un jour, on va mal se réveiller.»

Ça fait que j'aimerais ça savoir si le premier ministre est toujours de cet avis. Est-ce qu'il pense que les jeunes Québécois, aujourd'hui, en 2022, là, les gens de ma génération, est-ce qu'ils travaillent trop ou ils ne travaillent pas assez?

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** M. le Président, je pense, c'est un choix de style de vie. La réalité, là, les faits, les chiffres montrent qu'en moyenne, au Québec, on travaille moins d'heures par semaine qu'en Ontario. Donc, c'est un choix qu'on fait.

Moi, ce que je pense, c'est qu'il faut mieux travailler. Donc, la solution, là, pour augmenter notre productivité, c'est d'investir, là, le plus qu'on est capables en éducation puis d'avoir aussi des personnes en technologies de l'information, en ingénierie, en sciences pures, qui font de l'innovation. C'est là qu'on va être capables de réduire notre écart de productivité avec nos voisins. Mais j'espère que le chef de Québec solidaire n'est pas content de ça, qu'on soit moins riches que l'Ontario, qu'on reçoive, net, 10 milliards de péréquation du reste du Canada parce qu'on est moins riches que le reste du Canada. J'espère que ce n'est pas son ambition de rester moins riches que le reste du Canada.

**Le Président (M. Bachand) :** M. le député de Gouin.

**M. Nadeau-Dubois :** Le Québec s'enrichit, M. le Président. Le problème, c'est que bien des gens n'en profitent pas. Le premier ministre est arrivé en politique en 1998. Entre 1998 puis aujourd'hui, là, la productivité au Québec a augmenté, grosso modo, de 20 %. Pourtant, les travailleurs, aujourd'hui, les jeunes de ma génération qui rentrent sur le marché du travail, là, reçoivent deux semaines de vacances de base à l'entrée de leur emploi et le même nombre de jours de congés fériés que quand les gens de la génération du premier ministre sont entrés sur le marché du travail.

Est-ce que le premier ministre trouve ça juste que la productivité ait augmenté de 20 %, mais que les travailleurs, à l'entrée, là, aient le même nombre de jours de congé puis le même nombre de jours de vacances?

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** Quand on est arrivés au gouvernement, en 2018, l'écart de richesse entre le Québec puis l'Ontario était de 16 %. O.K.? Le PIB par habitant avait un écart de 16 %. C'est vrai qu'on s'est améliorés, il nous reste maintenant un écart de 13 %. Donc, en trois ans, on a gagné trois points. Ça veut dire que, techniquement, à ce rythme-là, ça va prendre un autre 13 ans pour avoir un niveau de richesse comparable à l'Ontario. Évidemment, la majeure partie de cet écart de richesse vient d'un écart de productivité. Et, M. le Président, je l'expliquais tantôt, je pense que l'écart entre les riches puis les pauvres est moins grand au Québec. On a une social-démocratie qui, à plusieurs égards, ressemble à celle des pays scandinaves, puis je suis fier de ça.

**Le Président (M. Bachand) :** Mme la députée de... Saint-Henri—Sainte-Anne, pardon.

**Mme Anglade :** Merci, M. le Président. Le premier ministre nous parlait de la pire chose qui pourrait arriver à l'économie. Bien, la pire chose qui pourrait arriver à l'économie aujourd'hui, c'est de ne pas reconnaître l'enjeu majeur de la crise de la main-d'oeuvre. À partir du moment où il est rentré au gouvernement, il y avait 120 000 emplois vacants. On est rendus aujourd'hui à 240 000 emplois vacants, et, sous son règne, dans les quatre dernières années, il s'est privé de 30 000 travailleurs additionnels.

Est-ce que le premier ministre reconnaît aujourd'hui qu'il a contribué, par ses décisions, à aggraver le problème de pénurie de main-d'oeuvre?

• (14 h 30) •

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** Oui, M. le Président. Bon, d'abord, si j'ai le choix, demain matin, entre manquer d'emplois ou manquer d'employés, j'avoue que je préfère manquer d'employés parce que c'est à l'avantage des travailleurs, hein?

Ce n'est pas idéal pour les employeurs, mais actuellement, les gagnants, ce sont les travailleurs. Et, quand la cheffe de l'opposition dit : On a manqué une opportunité d'avoir encore une meilleure croissance, il faut quand même reconnaître que, depuis deux ans, le Québec a une croissance exceptionnelle, plus grande que celle de ses voisins, plus grande que l'Ontario, plus grande que les États-Unis.

Maintenant, M. le Président, concernant la pénurie de main-d'oeuvre, bien, effectivement, ça pose des défis importants aux employeurs, mais je le répète, ce que ça fait, c'est que, via l'offre et la demande, les salaires augmentent. Donc, les travailleurs en profitent. Donc, elle devrait se réjouir pour les travailleurs au lieu d'être déçue pour les employeurs.

**Le Président (M. Bachand) :** Mme la cheffe de l'opposition officielle.

**Mme Anglade :** M. le Président, le premier ministre nous dit qu'il y a des gagnants. Il n'y en a pas, de gagnant, dans la situation actuelle parce que les employés sont épuisés. Je l'invite à lire tous les sondages qui ont été faits auprès des employés, qui sont à bout de souffle, qui ne sont plus capables de faire face à la musique parce qu'il manque justement de gens. C'est les travailleurs comme les entrepreneurs qui, vraiment, souffrent de la pénurie de main-d'oeuvre aujourd'hui.

Mais j'aimerais revenir sur sa comparaison avec l'Ontario. Dans son propre budget, la croissance économique du Québec va être inférieure à celle de l'Ontario et inférieure à celle du Canada pour cette année. Qu'est-ce qu'il compte faire par rapport à ça? Est-ce qu'il reconnaît que, dans son propre budget, on va être en bas de l'Ontario en 2022.

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** Bon. M. le Président, je pense que la cheffe de l'opposition officielle sait la réponse, mais je veux quand même l'expliquer. En 2021, le Québec est sorti plus vite de la crise que l'Ontario. Donc, nous, on a sorti en 2021, l'Ontario a sorti en 2022. Donc, c'est certain qu'on a pris une avance. Donc, pour être juste, il faut additionner 2021 puis 2022. Quand on additionne 2021 puis 2022, ça donne une croissance de 8,3 % en Ontario, mais 9,3 % au Québec. Ça veut dire qu'on a battu l'Ontario d'un point, ou les économistes appellent ça 100 points. On est à 9,3 %, sur les deux années, au lieu de 8,3 %. On n'a pas souvent vu ça, au Québec, que le Québec batte l'Ontario sur la croissance économique. Je rappelle aussi qu'aujourd'hui le Québec est à 4,1 % de chômage, alors que l'Ontario est à 5,3 % de chômage. Il me semble, c'est des bonnes nouvelles.

**Le Président (M. Bachand) :** Merci. Mme la cheffe de l'opposition officielle.

**Mme Anglade :** C'est absurde. C'est absurde que le premier ministre nous dise que le taux de chômage est si bas et que ce sont des bonnes nouvelles, quand c'est essentiellement dû au fait qu'il manque de main-d'oeuvre. Puis, quand le premier ministre, il nous parle de 2021 puis qu'il ne rappelle pas qu'en 2020 c'est parce qu'il a fermé l'économie au complet, puis c'est pour ça qu'il y a eu un rebond... en 2021, c'est pour ça qu'il y a eu un rebond. 2022, la croissance économique du Québec va être en deçà de celle de l'Ontario. Parlons de 2023. Dans ses propres prévisions, on va être encore en dessous de l'Ontario par rapport à la croissance économique. Est-ce que le premier ministre le reconnaît?

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** M. le Président, je reviens sur les chiffres. Quand les libéraux ont quitté le pouvoir, en 2018, il y avait un écart de richesse, donc de PIB, de 16 % avec l'Ontario. Aujourd'hui, on est rendus à 13 % et on prévoit que ça va continuer de diminuer. Il faut regarder le PIB par habitant, on ne peut pas regarder juste le PIB brut.

M. le Président, j'étais, la semaine dernière, en Gaspésie. Je suis allé souvent en Gaspésie, je n'ai jamais vu ça, ils cherchent des employés, en Gaspésie. Je n'ai jamais vu ça. Mais la cheffe de l'opposition officielle disait : Ah! moi, j'étais tellement contente, quand la Gaspésie avait 20 % de taux de chômage, j'étais contente, là, on ne manquait pas... on n'avait pas de pénurie d'employés, mais là ça va dont mal, il nous manque d'employés en Gaspésie. C'est absurde, comme dit la cheffe de l'opposition officielle, de dire ça.

**Le Président (M. Bachand) :** On fait attention à ses mots, hein? Mme la cheffe de l'opposition officielle.

**Mme Anglade :** Le premier ministre nous dit qu'il a été en Gaspésie puis qu'il n'a jamais vu ça, qu'on cherchait des employés. Je l'invite à aller dans toutes les régions du Québec, c'est partout comme ça, qu'ils cherchent des employés, partout, qu'ils cherchent des employés. Puis, parallèlement à ça, là, le premier ministre, il nie la crise de la main-d'oeuvre. Il pense que c'est une bonne nouvelle, il pense que les employés puis les travailleurs sont contents puis sont heureux.

Aujourd'hui, là, il y a des entrepreneurs qui ne sont pas capables de rencontrer leurs objectifs. Il y a des entrepreneurs qui veulent exporter puis ne sont pas capables. Il y a des entrepreneurs qui veulent avoir des contrats, qui veulent signer des contrats, mais ils sont obligés de les annuler parce qu'ils n'ont pas d'employés. Ça, là, ce qu'il est en train de faire, dans la négation de la crise de la main-d'oeuvre, là, il est en train de mettre un frein à notre propre économie. C'est ça qu'il est en train de faire, le premier ministre, et ça, ça a un impact majeur pour tous les entrepreneurs au Québec. Est-ce qu'il est capable de reconnaître ça?

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** M. le Président, si le Québec avait une croissance inférieure à l'Ontario, je pourrais écouter la cheffe de l'opposition officielle puis dire : On va essayer de trouver une solution au problème. Mais là c'est le contraire d'un problème. Notre croissance est meilleure, notre taux de chômage est plus bas, il n'y a jamais eu autant de travailleurs qui travaillent au Québec. Quand la cheffe de l'opposition officielle était ministre de l'Économie, elle aurait rêvé d'avoir la situation qu'on a actuellement. Donc, M. le Président, c'est un beau problème, on a trop d'emplois, donc les salaires augmentent. Mais la cheffe défend les employeurs.

**Le Président (M. Bachand) :** Mme la cheffe de l'opposition officielle.

**Mme Anglade :** Ce que je défends, là, c'est l'économie du Québec puis tous les Québécois, quand je prends la parole. Je veux juste rappeler des chiffres, au premier ministre, de son propre budget. 2022, croissance du Québec, 2,7 %, croissance de l'Ontario, 3,7 %; 2023, croissance du Québec, 2 %, Ontario 3,1 %. C'est ça, la réalité à laquelle on fait face aujourd'hui. Est-ce que le premier ministre, il en est fier?

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** M. le Président, depuis 2018, depuis qu'on est arrivés, on a systématiquement battu la croissance de l'Ontario, systématiquement. Si vous prenez les trois ans ensemble, là, on a battu l'Ontario. Maintenant, on connaît notre ministre des Finances, c'est un homme conservateur, rigoureux, qui veut être prudent, qui a fait des projections prudentes. Mais je peux vous dire une chose, on va continuer de réduire notre écart avec l'Ontario.

**Mme Anglade :** M. le Président, ce que je constate, là, c'est que le manque d'anticipation du premier ministre, lui, là, il est systémique. Lorsqu'on regarde ce qui se passe au niveau de la crise de la main-d'oeuvre, je n'entends pas les actions du premier ministre. Cette année, c'est 70 000 personnes, des travailleurs, qui vont venir ici, s'installer au Québec, 70 000 personnes. Est-ce qu'il reconnaît qu'il a la capacité d'accueillir, cette année, ces 70 000 personnes qui viennent s'installer sur le territoire québécois?

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** Bien, M. le Président, il y a plusieurs solutions à la pénurie de main-d'oeuvre. Augmenter la productivité... Investissement Québec fait un travail extraordinaire pour que les entreprises se mécanisent, se robotisent, s'automatisent. On requalifie les travailleurs, le ministre du Travail travaille là-dessus. On régionalise l'immigration. On arrime le système d'éducation aux besoins, en mettant des primes. On a quand même mis 3 milliards, M. le Président, pour donner des incitatifs pour que les jeunes étudient pour devenir infirmiers ou infirmières, enseignants, éducatrices, en TI, en ingénierie.

M. le Président, je sais, la solution du Parti libéral, c'est toujours la même, ils voudraient 100 000 immigrants par année. Il faut respecter la capacité d'intégration des immigrants à la langue française, et ça, le Parti libéral ne le comprend pas. C'est pour ça qu'ils vont voter contre le projet de loi n° 96 pour renforcer le français au Québec. Ils ne comprennent pas ça, eux autres. Ils veulent rentrer pleins de gens qui parlent en anglais puis qui vont continuer à travailler en anglais. Ce n'est pas ça qu'on...

**Le Président (M. Bachand) :** Merci. Mme la cheffe de l'opposition officielle.

**Mme Anglade :** La question, elle était très spécifique. 70 000 personnes qui vont rentrer au Québec cette année. Alors, je demande au premier ministre, là, de ne pas utiliser plein de mots puis de raconter une longue histoire. Je lui demande spécifiquement, par rapport à ma question : 70 000 personnes, ça veut dire que le Québec a une capacité d'accueil de 70 000 personnes, cette année?

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** Oui. M. le Président, on parle de personnes qui sont déjà ici, on parle de travailleurs temporaires. Mais ce qu'il est important de dire, là, M. le Président, c'est que, quand on est arrivés, les immigrants économiques, il y en avait 50 %, seulement, qui parlaient français. Ça, c'était le gouvernement libéral. On est rendus à 80 % qui parlent français, qui connaissaient le français avant d'arriver. Mais nous, on veut limiter le nombre d'immigrants permanents à 50 000 de plus par année. Les autres, ce sont des travailleurs temporaires.

**Le Président (M. Bachand) :** Mme la cheffe de l'opposition officielle.

**Mme Anglade :** Le premier ministre vient de faire la démonstration qu'il ne comprend pas les chiffres. Le 70 000 personnes, là, c'est des gens qui viennent de l'extérieur cette année. Je repose ma question. Si vous accueillez 70 000 personnes cette année, ça veut donc dire que la capacité d'accueil est de 70 000, n'est-ce pas?

**Mme Anglade :** M. le premier ministre.

• (14 h 40) •

**M. Legault :** Bien, M. le Président, là, il faut être prudent. Pendant la pandémie, il y a eu très peu d'entrées. Donc là, il y a comme un rattrapage qui se fait, si c'est de ça que parle la cheffe de l'opposition officielle. Mais est-ce que la cheffe de l'opposition officielle est en train de nous dire qu'il faudrait aller plus que 50 000, dans les prochaines années? C'est ça qu'elle est en train de nous dire, là? Bien, on reconnaît le Parti libéral du Québec.

**Mme Anglade :** On reconnaît un parti qui se préoccupe de l'économie. 70 000 personnes cette année, le premier ministre, il nous a dit tantôt : C'est des gens qui sont déjà ici. Non, non, non, ce n'est pas des gens qui sont déjà ici, c'est des gens qui viennent. Ça veut donc dire que la capacité d'accueil du Québec, cette année, pour que les gens viennent se trouver des logements, pour que les gens viennent s'installer, elle est de 70 000. Oui ou non?

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** M. le Président, on vient d'avoir toute une nouvelle, là, actuellement. La cheffe du Parti libéral vient de nous dire que la capacité d'accueil, au Québec, est à 70 000. C'est ça qu'elle vient nous dire. Donc, ce que ça veut dire, c'est que le Parti libéral accueillerait 70 000 immigrants. M. le Président, la seule raison pourquoi il y en a eu 70 000, temporairement, c'est que, l'année précédente, il y en a eu moins. Mais en moyenne, là, pas plus que 50 000 par année, puis ça va rester comme ça dans les prochaines années, s'il y a un gouvernement de la CAQ. Ce que je comprends, c'est que, s'il y a un gouvernement libéral, il y aura 70 000 nouveaux arrivants à chaque année. C'est ça qu'on vient tous de comprendre.

**Le Président (M. Bachand) :** Mme la cheffe de l'opposition officielle.

**Mme Anglade :** M. le Président, le premier ministre n'est même pas au courant du chiffre de 70 000, là. Il l'a découvert aujourd'hui, là, il vient de l'entendre puis il a dit que les gens étaient déjà présents. On parlait de gens qui étaient déjà présents. Ce n'est pas le cas. S'il y a 70 000 personnes qui viennent, cette année, qui s'installent, c'est 70 000 personnes qui vont chercher des logements cette année, c'est 70 000 personnes qui vont devoir aller dans des écoles, envoyer leurs enfants. Ce sont des gens qui vont avoir des services ici, qui vont trouver des emplois ici, ce 70 000 là. Ça fait que ça veut donc dire qu'il y a une capacité d'accueil ici, cette année. Il n'y a pas une histoire de rattrapage, là. Cette année, ça se passe. Est-ce qu'il est capable de le reconnaître lui-même? Son propre gouvernement, est-ce qu'il est capable de le reconnaître?

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** Bien, M. le Président, tantôt, j'ai entendu la cheffe de l'opposition officielle dire : Il manque de logements. Puis là elle nous dit : Il y a assez de logements pour accueillir 70 000 immigrants par année. Je ne comprends pas, là. La seule raison pourquoi il y a eu une année spéciale, c'est parce que, l'année précédente, il y avait une pandémie puis il en a rentré moins. Mais, M. le Président, moi, je continue de penser que la capacité d'accueil est limitée à 50 000, pour bien les intégrer dans notre société, entre autres, s'assurer qu'ils parlent français.

**Le Président (M. Bachand) :** Mme la cheffe de l'opposition officielle.

**Mme Anglade :** Le premier ministre, il nous dit une chose et fait son contraire, O.K.? C'est ça, la réalité. Dans le 70 000, la capacité d'accueil, là, c'est lui qui reconnaît lui-même qu'il y a cette capacité d'accueil là. C'est lui-même qui l'a autorisée, c'est lui-même qui a décidé d'aller de l'avant.

Là, il nous parle de logements. Tous ces gens-là, là, ils cherchent des logements maintenant, cette année. Mais il préfère ne pas le dire, il préfère dire : Ah! bien, c'est du monde qui était déjà ici, là, c'est du monde, etc., alors qu'il sait très bien que, dans le fond, le 70 000, là, c'est la capacité d'accueil actuelle. Est-ce qu'il peut, oui ou non, le reconnaître?

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** Absolument pas, là, puis là on a une grosse différence d'opinions. On a le Parti libéral qui nous dit que, selon eux, la capacité d'accueil, c'est 70 000 nouveaux immigrants par année. C'est ça que vient de dire la cheffe du Parti libéral, là. On a tous, tous, tous entendu ça. La CAQ, nous, on pense, c'est limité à 50 000. Puis la seule raison pourquoi qu'il y a une exception, c'est que, l'année passée, il y en a eu seulement 25 000, à cause de la pandémie. Donc, c'est un rattrapage de l'année passée, il y a un chevauchement. Mais, l'année prochaine, on retombe à 50 000; dans deux ans, 50 000; dans trois ans, 50 000. Ce que je comprends, c'est que, le Parti libéral, ça va être 70 000, 80 000, 100 000. C'est ça, le Parti libéral, puis on se fout du français, puis on se fout de l'intégration, puis on se fout des valeurs québécoises...

**Le Président (M. Bachand) :** Juste faire attention. On fait attention aux mots. Mme la cheffe de l'opposition officielle.

**Mme Anglade :** Quand on parle, là, d'économie au Québec, là, puis de faire en sorte que les gens arrivent ici, la capacité d'accueil, c'est important. Mais le premier ministre, il dit : Moi, je pense que la capacité d'accueil... Il ne connaît pas les chiffres, là, il a dit... il pensait que les gens qui étaient... les 70 000 personnes dont je parlais, c'étaient

des gens qui étaient déjà ici. C'est ça qu'il a dit, là, tantôt, il a dit que les gens étaient déjà ici, alors que ce n'est pas vrai. Puis je vois son chef de cabinet qui hoche de la tête. Non, ce n'est pas vrai, ce sont 70 000 personnes qui viennent de l'extérieur. C'est ça, la réalité, premièrement.

Puis deuxièmement, la pénurie de main-d'oeuvre, là, elle est réelle, elle est tangible. Si ces gens-là viennent, c'est parce qu'on en a besoin. Il parlait d'être allé en Gaspésie. Bien oui, ils ont besoin de travailleurs, en Gaspésie, puis plus que de gens qui travaillent à temps partiel ou des gens qui travaillent en télétravail. C'est ça, la réalité.

Ce qu'il fait comme geste, là, aujourd'hui, le premier ministre, là, c'est un frein au développement économique du Québec. Ce qu'il pose comme geste aujourd'hui, c'est qu'il reconnaît que notre croissance va être moins grande que celle de l'Ontario, moins grande que celle du Canada, cette année, l'année prochaine et que c'est correct, parce que tout va bien, parce que notre taux de chômage, il est bas. La seule raison pour laquelle le taux de chômage est aussi bas, c'est parce qu'on a une pénurie de main-d'oeuvre. On est passés de 120 000 emplois vacants à 240 000 emplois vacants.

J'ai une question, pour le premier ministre, qui me reste. À partir de quel moment, là, le nombre d'emplois vacants, là, ça va commencer à le travailler réellement, là, puis il va se rendre compte de l'impact énorme que ça a sur notre économie? À partir de quel chiffre? 300 000? 400 000? Quel est le bon chiffre, pour le premier ministre, pour qu'il se réveille par rapport à la situation économique et la situation de nos entrepreneurs puis nos travailleurs au Québec?

**Le Président (M. Bachand) :** 30 secondes, M. le premier ministre. 30 secondes.

**M. Legault :** Oui. M. le Président, la raison pourquoi on est passés de 50 % d'immigrants économiques qui parlent français à 82 %, c'est parce qu'on a utilisé le PEQ, on a rentré plus de gens par le PEQ. Puis le PEQ, c'étaient des gens qui étaient déjà ici comme temporaires, entre autres des étudiants, qu'on a acceptés comme immigrants permanents, donc des gens qui étaient déjà ici, qui parlaient français. C'est pour ça qu'on a augmenté à 82 % le pourcentage qui parlent français. Mais on vient d'apprendre que le Parti libéral va augmenter le nombre d'immigrants...

**Le Président (M. Bachand) :** Merci. M. le député des Îles-de-la-Madeleine, la parole est à vous pour 12 min 15 s. M. le député, s'il vous plaît.

**M. Arseneau :** Merci beaucoup, M. le Président. Et il n'y a pas que le Parti libéral du Québec qui va augmenter le nombre d'immigrants, il y a également le Parti libéral du Canada, et j'y reviendrai. On va avoir, dans un deuxième bloc, le temps d'en parler.

Mais je voudrais d'abord revenir sur la pandémie, parce que le gouvernement a décidé de ne pas aller de l'avant avec une enquête publique et indépendante, puis il y a quand même des trous, dans les histoires qu'on nous a racontées, et qui méritent, je pense, certains éclaircissements. Donc, j'en profiterai pour poser quelques questions au premier ministre, aujourd'hui, et revenir dans la période du 29 mars 2020 au 10 avril 2020, parce qu'il y a des incohérences, puis je pense qu'il faut aller au fond des choses, l'incohérence entre ce qui était dit, à l'époque, et ce qu'on a su par la suite.

Notamment, le 29 mars, vous vous en souviendrez, c'est la mise en tutelle du CHSLD Herron. Et, le même jour, le premier ministre était en conférence de presse et il dit : «Ce sont nos résidences de personnes âgées qui sont les plus vulnérables. Oui, il y en a un certain nombre, déjà, qui ont des personnes infectées. On prend les mesures.» Sauf que les mesures, au CHSLD Herron, n'ont pas été déployées avant le 5 avril. Alors, moi, la question, c'est : Quelles sont les mesures auxquelles le premier ministre référerait, si des mesures n'ont pas été prises au CHSLD Herron, qui, aujourd'hui, on le sait, est le cas typique, là, de l'absence de gestes posés par le gouvernement et les autorités sanitaires?

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** Oui. M. le Président, bien, d'abord, j'espère que le chef parlementaire du Parti Québécois a pris connaissance de l'étude de l'Institut de la statistique, qui est sortie hier, qui montre que, depuis deux ans, on a eu beaucoup moins de décès, au Québec, qu'en Ontario, que dans le reste du Canada, qu'aux États-Unis, qu'en France, qu'au Royaume-Uni. Donc, ça, c'est quand même important, parce qu'il y a beaucoup de choses qui ont été dites.

Concernant Herron, j'ai été très clair depuis le début, on savait que ça allait mal, dans certains CHSLD, mais concernant Herron, le CIUSSS nous avait dit : On s'en occupe. Donc, on s'est fiés au fait que le CIUSSS nous a dit : Ça va bien. Deuxièmement, quand le chef parlementaire du Parti québécois nous dit qu'il n'y a pas d'enquête, il y a une enquête du coroner qui a les mêmes pouvoirs qu'on donnerait à une enquête publique. Donc, dans le cas d'Herron, là, toute la lumière va être faite, puis j'ai confiance que la coroner va aller au bout des choses.

**M. Arseneau :** ...de faire un bout de chemin quand même, aujourd'hui, si vous permettez, M. le Président. Le 29 mars, on prend des mesures, mais les mesures sont prises six jours plus tard. Le 30 mars, le premier ministre, en point de presse, toujours pour rassurer la population, dit : «Marguerite Blais est en contact avec les directions de tous les établissements.» Comment réconcilier cette histoire, «elle est en contact avec les directions de tous les établissements» et la déclaration de la même ministre, qui dit avoir appris ce qui se passait chez Herron en lisant *The Gazette*, le 10 avril suivant, alors qu'elle avait reçu, évidemment, depuis le 29 mars, un courriel qui indiquait : Urgent, il y a une situation difficile hors de contrôle au CHSLD Herron?

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** Oui. M. le Président, comme vous le savez, à tous les jours, le comité se réunissait. On était une vingtaine de personnes qui étaient au comité puis, oui, on savait qu'il y avait des problèmes dans certains CHSLD. Mais, avant l'article d'Aaron Derfel, de *The Gazette*, ce qui était dit autour de la table, là, c'était que, pour Herron, le CIUSSS en prenait la responsabilité. Donc, on avait assez de chats à fouetter, il y avait assez de feux d'allumés que, quand on s'est fait dire : Le CIUSSS s'en occupe, bien, on a dit : Parfait, le CIUSSS s'en occupe, on va se concentrer sur le fait qu'il nous manque de masques, puis qu'il nous manque de blouses, puis etc.

**M. Arseneau :** ...vous avez dit que la ministre était en contact, non pas que le CIUSSS s'en occupait. Donc, la version qui a été livrée à la population, c'était que le contact était permanent. Et la ministre nous dit : Bien non, je n'étais pas en contact, je m'attendais à ce que quelqu'un d'autre fasse le travail et j'ai été surprise, comme tous les Québécois. Qu'est-ce que vous répondez à ça, le fait que, finalement, on savait que la situation était urgente, le CHSLD était sous tutelle, vous dites à la population du Québec que la ministre est en contact avec les directions, mais elle se réveille comme tout le monde, le 10 avril, en lisant le journal et fait la surprise?

• (14 h 50) •

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** M. le Président, le chef du Parti québécois a assez d'expérience pour savoir, pour connaître la structure, là. Il y a des CISSS et des CIUSSS, puis il y a des présidents, présidentes des CISSS et des CIUSSS, puis en bas il y a des établissements, des centaines d'établissements. Évidemment, là, que, quand on parle, on parle surtout aux CISSS et aux CIUSSS. Puis, quand le CISSS ou le CIUSSS nous dit : Je m'occupe de mes établissements, incluant Herron, bien, c'est au CISSS ou au CIUSSS de s'en occuper.

**Le Président (M. Bachand) :** M. le député.

**M. Arseneau :** Bien, j'espère au moins qu'à ce stade-ci, deux ans... presque deux ans plus tard... deux ans plus tard, oui, que le premier ministre reconnaît que les contacts étaient insuffisants, que dire qu'elle était en contact au quotidien, ce n'était pas... c'était suffisant pour rassurer les Québécois, mais ce n'était pas suffisant pour qu'il se passe quelque chose sur le terrain. Parce que, voyez-vous, des témoignages ont été livrés depuis, un témoignage qui a été publié dans les journaux, d'Alexandre Mercier, qui travaillait aux ressources humaines du CIUSSS de l'Ouest-de-Montréal, lors de la première vague, qui dit : «Si du personnel avait été affecté plus tôt au CHSLD Herron, avant le 5 avril, on aurait peut-être évité beaucoup de décès.» Alors, ça, évidemment, ça va en contradiction avec les propos du premier ministre, du 7 avril, qui dit : «Je pense qu'on a fait les bons gestes au bon moment.» Qui vous informait des bons gestes au bon moment, si, pendant six jours, aucun geste n'a été posé au bon moment, au CHSLD Herron?

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** Oui, M. le Président. Je pense qu'on a posé les bons gestes avec l'information qu'on avait. Puis effectivement il manquait de personnel à beaucoup d'endroits, puis les CISSS et les CIUSSS essayaient de déplacer du personnel, ce qui n'aidait pas toujours la contagion, mais pour essayer d'éteindre les feux le plus possible. Mais je répète, dans le cas d'Herron, le CIUSSS nous a dit que c'était sous contrôle, puis, en plus, on a une enquête de la coroner, actuellement, qui est en train de faire toute la lumière, jour par jour, heure par heure, sur ce qui s'est passé. Donc, soyez un petit peu patient puis attendez le rapport de la coroner.

**M. Arseneau :** Le 9 avril, vous déclarez : «...j'ai posé beaucoup de questions, depuis quelques jours, autant à l'équipe de Danielle qu'à l'équipe du Dr Arruda, puis ce qu'on voit, c'est... Le problème est vraiment dans quelques CHSLD. On a six CHSLD, là», où la majorité des décès se produisent, et vous les nommez : le CHSLD Sainte-Dorothée, Centre d'hébergement Notre-Dame-de-la-Merci, Centre d'hébergement de LaSalle, le Centre d'hébergement Alfred-DesRochers à Montréal, et il y a le CHSLD Laflèche en Mauricie. Pourquoi ne pas avoir nommé, dans cette liste-là, le 9 avril, le CHSLD Herron, qui était sous la tutelle du gouvernement du Québec via le CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal?

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** M. le Président, toute l'information que j'avais, je la donnais. La preuve, c'est ce que vient de dire le chef du Parti québécois. L'information qu'on avait, c'est qu'il y avait beaucoup de décès dans six CHSLD. C'est plus tard qu'on a appris qu'il y avait un problème dans le CHSLD Herron, mais l'information qu'on avait... on travaillait avec l'information qu'on avait, puis, encore une fois, le CIUSSS nous a dit : C'est sous contrôle, on s'en occupe, du CHSLD Herron.

**Le Président (M. Bachand) :** M. le député.

**M. Arseneau :** Alors là, je regrette, M. le Président, mais il y a quand même une incohérence. Si le CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal vous a signifié qu'il s'en occupait, du CHSLD Herron, parce qu'il y avait un problème, parce qu'on l'avait mis sous tutelle, parce qu'on manquait de personnel... On est rendus le 9 ou le 10. Pourquoi, le 9 avril, ne mentionnez-vous pas qu'il y a un problème au CHSLD Herron, en conférence de presse, alors que vous nommez six autres établissements?

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** ...établissements, je me rappelle très bien qu'on nommait... c'étaient les établissements où il y avait soit beaucoup de décès en pourcentage du nombre de patients, soit beaucoup de cas COVID en pourcentage. Donc, c'était avec les informations qu'on avait cette journée-là.

**M. Arseneau :** Mais pourtant...

**M. Legault :** Pourquoi j'aurais négligé de parler d'un des CHSLD puis j'aurais parlé d'autres CHSLD? C'est l'information qu'on avait au comité.

**M. Arseneau :** Exactement. Alors, si on est dans la position du premier ministre du Québec, qui a mis en place une cellule de crise avec des pouvoirs exorbitants, extraordinaires, de l'état d'urgence sanitaire, et qu'il n'a pas l'information qui se passe sur le terrain, comment se fait-il que, deux ans plus tard, il ne soit pas en mesure de nous dire où était la faille dans la cellule de crise qui était spécifiquement mise en place pour aller chercher l'information et poser des actions pour éviter que des Québécois meurent en raison de la COVID?

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** Bien, M. le Président, je pense qu'hier, dans le rapport de l'Institut de la statistique, on a la réponse. C'est que, même s'il y a eu, toutes proportions gardées, plus de décès dans la première vague, on a fait mieux qu'ailleurs dans le monde puis qu'ailleurs au Canada, pour la deuxième ou troisième, quatrième, cinquième, sixième vague, à un point tel qu'au cumulatif, incluant toutes les vagues, il y a eu, en pourcentage, moins de décès au Québec qu'en Ontario, que dans le reste du Canada, qu'aux États-Unis, qu'en Europe.

Donc, ça veut dire que les problèmes qu'il y avait durant la première vague ont été corrigés pour les vagues suivantes. Parce qu'effectivement, là, dans la première vague, rappelez-vous, ça fonctionnait par fax, et puis on n'avait pas toute l'information. Mais on a corrigé la situation, par la suite, puis ça va... les vagues suivantes, bien, ça s'est passé beaucoup mieux que la première vague.

**M. Arseneau :** Revenons sur la première vague. Le 10 avril, en point de presse, vous mentionnez : À chaque matin, la liste de tous les CHSLD puis les RPA, puis ils sont... je les reçois, et ils sont en ordre de combien de cas confirmés. Le CHSLD Herron, on parle de plus d'une trentaine de décès, là, alors je ne veux pas croire que cette information-là ne vous parvenait pas, si vous aviez une liste de tous les CHSLD et même des RPA. Alors, encore une fois, si vous... comme vous le mentionnez, il y a vraiment un suivi individuel qui est fait, ce sont vos paroles, un suivi individuel qui est fait pour s'assurer qu'on a les bonnes personnes, assez de personnes, des personnes compétentes pour diriger, comment expliquer que rien ne s'est produit pendant six jours... 10 jours?

**M. Legault :** On n'avait pas toute l'information. Mais, encore une fois, non seulement on avait toutes les données sur chaque CHSLD, mais il y avait même des couleurs. Donc, quand ça allait mal, c'était rouge, puis, quand ça allait moyen, c'était jaune, puis, quand ça allait bien, c'était vert. Donc, quand j'arrivais en point de presse puis je disais : Bien, ça va mal, bien, je parlais de ceux qui étaient en rouge, sur les informations qu'on avait.

**M. Arseneau :** ...était le CHSLD Herron, alors, puisque les cabinets des ministres de la Santé et des Aînés savaient pertinemment que la situation était hors de contrôle, qu'il était sous tutelle et qu'on s'est même résolu, après 10 jours, à composer le 9-1-1 pour essayer de mettre en scène une espèce de situation de laquelle on pouvait s'extirper sans porter le blâme?

**Le Président (M. Bachand) :** Six secondes, M. le premier ministre.

**M. Legault :** Bien, on n'avait pas l'information. Qu'est-ce que je peux dire de plus? Je peux bien le répéter 50 fois, on n'avait pas l'information.

**Le Président (M. Bachand) :** Merci beaucoup. Mme la cheffe de l'opposition officielle, s'il vous plaît.

**Mme Anglade :** Merci, M. le Président. Écoutez, le premier ministre, là, il a fait la démonstration, encore une fois, que la maîtrise du dossier des gens qui arrivent sur notre territoire, il ne l'a pas. Il ne l'a pas.

Tout à l'heure, là, on a parlé des 70 000 personnes qui s'en viennent, cette année seulement, puis il nous a dit : Bien, ces 70 000 personnes là, elles sont déjà ici. Elles sont déjà ici, là, ce n'est pas de nouvelles personnes. Moi, je vais les référer, là, à un communiqué qui a été envoyé par son propre ministre, son propre ministre qui disait : «Québec annonce son intention d'accueillir 70 000 immigrants en 2022.» C'est ça, l'annonce qui a été faite. Oui, il regarde, il fronce les sourcils, il se pose la question : D'où ça vient? Ça vient de son gouvernement. Ça vient de son gouvernement.

La question, là, c'est de savoir... encore une fois, le Québec fait face à une crise de la main-d'oeuvre. Pourquoi est-ce que le premier ministre n'est pas capable de reconnaître que lui-même a décidé de faire en sorte qu'il y ait 70 000 personnes qui viennent ici puis qu'il y ait une capacité d'accueil pour ces 70 000 personnes là?

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** M. le Président, je vais donner les chiffres, là, peut-être qu'on va pouvoir comprendre. En 2020, à cause de la pandémie, on a reçu seulement 25 000 immigrants, au lieu de 50 000. En 2021, on en a reçu 50 000, plus 7 000; en 2022, 50 000, plus 18 000. Donc, ce que ça veut dire, c'est que le 25 000 qu'on n'a pas reçu, en 2020, bien, il y en a 7 000 qui ont été reportés en 2021 puis 18 000 en 2022.

Mais, quand la cheffe de l'opposition officielle dit que c'est faux, que ces gens-là, ils n'étaient pas en partie ici...

**Une voix :** ...

**M. Legault :** Bien, peut-être faux, mais, en tout cas, elle a dit, moi, j'ai bien entendu, que ce n'est pas vrai que les gens n'étaient pas déjà ici. Bien, tous ceux qui étaient dans le PEQ étaient ici, incluant les étudiants. Puis, encore une fois, pourquoi on a réussi à augmenter le pourcentage, le nombre d'immigrants qui parlent français, de 50 %, avec les libéraux, à 82 % avec la CAQ? En utilisant le PEQ, donc des étudiants qui étaient déjà ici, qu'on a amenés comme immigrants permanents. Donc, ils étaient déjà ici.

• (15 heures) •

**Le Président (M. Bachand) :** Mme la cheffe de l'opposition officielle.

**Mme Anglade :** M. le Président, là, la discussion, là, ça frise le ridicule, honnêtement, là. Là, là, cette année, on parle d'une capacité de 70 000 personnes. Mais la question la plus essentielle, c'est que, si vous allez en Abitibi-Témiscamingue, là, ils vont vous dire qu'ils ont besoin de monde, qu'ils ont besoin de main-d'oeuvre. Si vous allez en Gaspésie, comme le premier ministre a été... puis lui-même l'a reconnu : Eh! ils nous ont... Eh! j'étais vraiment surpris, ils nous ont parlé d'employés dont ils avaient besoin. Mais ça, ce n'est pas juste en Gaspésie, c'est aussi en Mauricie, c'est aussi en Outaouais, c'est dans les différentes régions du Québec qu'il y a un énorme besoin de main-d'oeuvre que le premier ministre s'entête à ne pas reconnaître, que le premier ministre essaie d'éviter puis nous dire : Bien non, tout va bien, tout est sous contrôle, etc. Bien, la réalité, c'est qu'on a vraiment besoin d'avoir cette main-d'oeuvre-là.

Pour y arriver, pourquoi est-ce qu'il ne décide pas d'impliquer les régions, que chaque région puisse dire de quoi elle a réellement besoin? Parce que les besoins sur notre territoire, là, ils sont différents d'une région à l'autre. On n'est pas dans des situations qui sont équivalentes. Si chaque région pouvait déterminer le nombre de personnes dont ils ont besoin et la capacité d'intégration, je pense que le premier ministre serait surpris de voir l'ouverture qui existe, au Québec, beaucoup plus grande que celle dont il fait preuve aujourd'hui.

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** Bien, M. le Président, le ministre responsable de l'Immigration fait des efforts importants pour que plus d'immigrants aillent en région. Donc, ça, c'est certain qu'il va y avoir beaucoup plus, avec la CAQ, d'immigrants en région qu'il n'y en avait avec le Parti libéral, où à peu près tous les immigrants allaient à Montréal. Mais ce qui est  $\geq$  important, M. le Président, c'est qu'on n'excède pas, au total, le 50 000. Parce que ce que ne semble pas comprendre la cheffe de l'opposition officielle, c'est qu'il ne peut pas y avoir deux sortes d'immigrants, un immigrant qui a juste le droit d'être en région puis un autre qui a le droit de se promener partout au Québec. Je veux dire, il faut regarder le nombre d'immigrants total, puis là on a un désaccord profond. Nous, on pense, au gouvernement de la CAQ, que la capacité d'intégration est limitée à 50 000 par année, la cheffe du Parti libéral nous dit : Non, moi, je pense qu'on serait capables d'en prendre 70 000 par année.

**Le Président (M. Bachand) :** ...de l'opposition officielle.

**Mme Anglade :** La seule personne qui parle de deux types d'immigrants différents, c'est le premier ministre. C'est quand il nous a dit : Bien, il y a des bons immigrants qui gagnent 56 000 \$ et moins... et plus, puis les autres, c'est lui qui a fait cette distinction-là. Je ne sais pas s'il est fier de cette déclaration-là, mais honnêtement, là, c'était vraiment... Tout le monde, là, tout le monde, dans les milieux économiques, ont réagi pour dire : Mais ça n'a aucun bon sens comme commentaire. C'est lui qui a fait cette distinction-là.

Encore une fois, là, la réalité, c'est qu'il y a des besoins partout dans les régions. La grande différence, entre le premier ministre et moi, la grande différence, c'est que moi, je fais confiance aux régions pour nous dire de quoi ils ont besoin. Moi, je fais confiance aux régions pour qu'ils nous disent : Là, ça ne fonctionne plus, on est en train de vivre une dévitalisation de nos régions, puis on est capables d'avoir plus de monde, puis on est capables d'avoir une capacité d'accueil plus grande, puis on est capables de développer du logement, pourvu qu'on nous en donne les pouvoirs. La réalité, c'est ce qu'on veut, c'est donner plus de pouvoirs aux régions pour qu'elles puissent se développer, moins... moins le mur-à-mur à Québec, plus de sur-mesure pour chacune de nos régions. C'est ça dont nous avons besoin.

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** M. le Président, je suis d'accord avec le fait d'avoir plus d'immigrants en région, moins à Montréal, au total, 50 000. Maintenant, effectivement, ce qu'on souhaite, c'est des immigrants qui sont soit dans les services essentiels, en santé puis en éducation, soit dans les secteurs porteurs comme les technologies de l'information

ou le génie. M. le Président, si vous prenez, par exemple, tous les emplois dans le commerce de détail, c'est clair qu'avec les achats en ligne il va y avoir de moins en moins d'emplois. C'est vrai aussi que, dans les petites entreprises qui ne réussissent pas à augmenter leur productivité, il y a des emplois qui vont disparaître. Les travailleurs veulent avoir des bons salaires. Il y a une différence entre un travailleur qui gagne 15 \$ de l'heure puis un travailleur qui gagne 30 \$ de l'heure.

Nous, on souhaite que les Québécois reçoivent des bons salaires. Ce que souhaite la cheffe de l'opposition officielle, c'est d'avoir le plus d'immigrants possible, même des immigrants, là, qui vont avoir des salaires à 15 \$ de l'heure. Il y a une différence d'approche, de vision, très importante.

**Le Président (M. Bachand) :** ...l'opposition officielle.

**Mme Anglade :** La vraie différence d'approche, là, c'est le fait que nous, on pense que chacune de nos régions est capable de regarder ses besoins en fonction de sa population puis de décider par elle-même, pour elle-même. C'est ça, la grande différence.

Puis le 70 000 dont parle le premier ministre, là — il n'était pas trop au courant d'où venaient les chiffres, puis on le lui a rappelé avec l'article qu'on lui a lu, là — la réalité, là, c'est qu'il y a une capacité qui est plus grande puis que ces régions font preuve d'ouverture plus grande que celle dont lui-même fait preuve.

Mais il y a un autre enjeu dont j'aimerais parler : tous les services de garde. La première chose qu'on a besoin de faire, par rapport à la pénurie de main-d'oeuvre, c'est de s'assurer que les femmes puissent retourner sur le marché du travail. Ça, c'est la plus grande contribution. Ça fait des années, maintenant, qu'il y a des femmes qui militent pour retourner sur le marché du travail puis qu'elles ne sont pas capables de le faire parce qu'il n'y a pas de services de garde adéquats. Parce que le gouvernement s'est traîné les pieds pendant quatre ans sur l'enjeu des services de garde et n'a pas été capable de livrer la marchandise.

Est-ce que, oui ou non, le premier ministre peut reconnaître qu'il y a un travail énorme qui n'a pas été fait pour les services de garde sous son gouvernement?

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** M. le Président, je trouve que le... il y a beaucoup de contradictions du côté de la cheffe de l'opposition officielle. Elle nous dit qu'elle voudrait 70 000 immigrants, donc 20 000 de plus par année, mais elle nous dit qu'il manque déjà de logements. Essayez de réconcilier ça, là, premier problème.

Il nous manque aussi de services de garde... de places en services de garde. Bon, quelle est la réalité, M. le Président? Lors de la dernière année au pouvoir du gouvernement libéral, il s'est perdu, au net, 1 900 places, parce qu'il se perdait plus de places en milieu familial que le peu de places qu'ils créaient dans des CPE puis des garderies privées subventionnées. On a renversé la tendance, M. le Président, dans l'année 2021-2022, au net, il y a eu une augmentation de nombre de places malgré la petite diminution dans le milieu familial. Donc, on a réussi à renverser la vapeur, et il y a un plan pour 37 000 places sur trois ans.

**Le Président (M. Bachand) :** ...cheffe de l'opposition officielle.

**Mme Anglade :** Bien, écoutez, la seule chose que je pense qui a augmenté, là, pour les services de garde, c'est la liste d'attente, M. le Président. Lorsqu'on regarde les chiffres, là, le premier engagement de la CAQ, c'était d'éliminer, de faire disparaître la liste d'attente, mais elle n'a pas disparu, elle a augmenté. La deuxième, c'était de faire 13 500 places en deux ans, ça, ça a été un échec. La troisième, ça a été de dire 7 000 places en un an, ça aussi, ça a été un échec. Puis maintenant, on nous dit : Ah! bien, ça va être 10 000 places pour cette année seulement.

La réalité, c'est que ça a été échec sur échec sur la politique des services de garde de la part du gouvernement. Aujourd'hui, on a des femmes, là... puis il y a des gens, là, des femmes qui veulent retourner sur le marché du travail, qui ont moins d'opportunités que leurs mères. C'est un net recul pour les Québécoises, aujourd'hui, suite à cette situation-là. Est-ce que le premier ministre le reconnaît?

**Le Président (M. Bachand) :** ...s'il vous plaît.

**M. Legault :** Oui. M. le Président, ce qui est important, là, c'est qu'il manque 37 000 places, puis l'argent est disponible. Ça, c'est ce qu'il y a de plus important, là. Jamais les gouvernements n'avaient rendu cet argent-là disponible.

Maintenant pourquoi ça ne va pas assez vite? Bien, parce qu'il a fallu adopter le projet de loi n° 1 pour enlever toutes les barrières qui avaient été mises par le gouvernement libéral à cause de ce qu'on sait, là. Je sais que les libéraux n'aiment pas entendre parler de ça, mais à cause de ce qui était arrivé avec M. Tomassi, on s'est retrouvés avec des niveaux d'approbation, là... il y avait plus que 10 étapes avant de pouvoir commencer à construire. On a tout enlevé ça. Maintenant, les places sont accordées, l'argent est disponible, les 37 000 places vont être créées.

**Le Président (M. Bachand) :** Mme la cheffe de l'opposition officielle.

**Mme Anglade :** M. le Président, c'est le premier ministre, là, qui était prêt à tourner le dos à 6 milliards de transferts du gouvernement fédéral pour soutenir un parti dont des députés sont en faveur... sont contre les droits des femmes, finalement, et refusent de reconnaître le droit à l'avortement. C'est ça, le premier ministre, là, qu'on a en avant de nous. Il faut se rappeler ça.

Le droit des femmes, là, c'est aussi le droit de pouvoir retourner sur le marché du travail puis de poser des gestes qui sont conséquents. Aujourd'hui, on a des milliers de femmes qui ne retournent pas sur le marché du travail parce qu'elles n'ont pas... elles ne sont pas capables d'avoir des services de garde. Au moins, il pourrait leur proposer d'avoir une compensation financière jusqu'à tant qu'il y ait un service de garde. Est-ce qu'il pourrait poser ce geste-là?

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** Bien, M. le Président, là, on vient d'en entendre une autre bonne, là. Le gouvernement fédéral voulait se mêler d'un champ de compétence, encore, des provinces, voulait mettre des conditions avant de nous donner 6 milliards, puis on a exigé que ce soit sans condition. Ce que vient de nous dire la cheffe du Parti libéral du Québec, c'est qu'elle, elle aurait accepté des conditions pour le 6 milliards. Wow!

Deuxième chose. C'est important de dire, c'est que sans l'argent du fédéral... l'argent qui est nécessaire pour construire 37 000 places, les 37 000 places qui manquent, il est déjà disponible, donc, dans le budget du gouvernement du Québec. Donc ce n'est pas une question d'argent. Puis ce n'est pas vrai qu'on va se mettre à genoux, comme le faisait le gouvernement libéral du Québec, face au gouvernement fédéral.

Puis là, bien, je n'ai pas bien compris le lien avec l'avortement, M. le Président. J'ai été très clair ce matin, il n'y a aucun candidat, aucun député ici, là, qui est contre l'avortement. À la CAQ, là, ça, c'est très, très, très clair. Puis je trouve ça... Je ne choisirai pas le mot, là, parce que vous allez m'empêcher de le dire, mais ça n'a pas de bon sens, ce qu'elle vient de dire.

**Le Président (M. Bachand) :** Merci. Mme la cheffe de l'opposition officielle.

**Mme Anglade :** Ce qui n'a pas de bon sens, c'est ce que le premier ministre du Québec a dit lui-même. Puis le 6 milliards de dollars, là, il n'y a personne ici, dans cette formation politique, qui a dit que ça ne devait pas être sans condition. Au contraire, on l'a dit, aucune condition. Puis, non seulement ça, l'entente était déjà signée avant les élections.

Donc, pourquoi il nous dit qu'il y avait une entente qui n'était pas signée? Le 6 milliards de dollars, là, c'était une entente qui était déjà signée puis c'était sans condition. C'était sans condition. Ils se regardent, là, pour vérifier si c'est vrai, mais c'était sans condition.

Ce qu'on dit aujourd'hui... Ce qu'on dit, là...

**M. Legault :** ...

**Le Président (M. Bachand) :** Ce ne sera pas long, M. le premier ministre. Allez-y, terminez votre question.

**Mme Anglade :** Bien, il aura l'occasion...

**M. Legault :** ...

**Le Président (M. Bachand) :** Non, non, faites attention. Allez-y, Mme la cheffe de l'opposition officielle, oui. Allez-y.

**Mme Anglade :** Il aura l'occasion de répondre.

**Le Président (M. Bachand) :** Allez-y. Allez-y.

• (15 h 10) •

**Mme Anglade :** Entente sans condition, ça a toujours été très clair pour nous, pour le 6 milliards de dollars.

Maintenant, il y a aujourd'hui des personnes qui ne peuvent pas retourner sur le marché du travail, des femmes qui ne peuvent pas retourner sur le marché du travail. Quels gestes est-ce que le premier ministre est prêt à faire pour faire en sorte qu'on puisse les avoir? La première, d'un point de vue économique, là, c'est une contribution qui est significative, puis on a besoin de faire en sorte que ces femmes-là puissent avoir accès au marché du travail.

**Le Président (M. Bachand) :** Merci. M. le premier ministre, s'il vous plaît.

**M. Legault :** Bien, M. le Président, là, je m'excuse, là, mais je viens d'entendre la cheffe du Parti libéral du Québec dire que l'entente, pour le 6 milliards du gouvernement fédéral, était réglée avant qu'on arrive. C'est complètement faux, puis on peut démontrer ça, là.

**Le Président (M. Bachand) :** ...vous avez utilisé le mot «faux», puis je vais vous demander de le retirer...

**M. Legault :** Oui. Mais comment vous voulez que j'appelle ça?

**Le Président (M. Bachand) :** Ah! bien, vous êtes assez intelligent pour trouver d'autres termes, là, mais je vous demanderais de le retirer, s'il vous plaît. Puis c'est à plusieurs reprises. S'il vous plaît.

**M. Legault :** Bien, je le retire.

**Le Président (M. Bachand) :** Merci.

**M. Legault :** Mais ce n'est pas exact. C'est le contraire.

M. le Président, si on regarde la situation, parce que je suis vraiment fier de ce qu'on a fait depuis qu'on est ici avec la situation des femmes, d'abord, rappelons qu'on a été le premier gouvernement à faire une négociation différenciée. On a augmenté de 15 % à 20 % les salaires des éducatrices, des enseignantes puis des préposés aux bénéficiaires, qui sont surtout des femmes, 15 % à 20 %, alors que les autres employés ont eu 6 %. Donc, M. le Président, je pourrais nommer toutes les mesures qu'on a faites pour contrer la violence conjugale, pour aider les femmes, je pourrais vous en parler très longtemps, mais, bon, je vais arrêter là.

**Le Président (M. Bachand) :** Mme la cheffe de l'opposition officielle.

**Mme Anglade :** M. le Président, je vais rappeler au premier ministre que l'entente de 6 milliards de dollars entre Québec et Ottawa, là, je l'ai en avant de moi, une annonce conjointe qui a été faite avant les élections. Je présume bien que quand cette annonce a été faite, avant les élections, qu'il avait clairement spécifié que c'était sans condition, autrement ce serait très surprenant. Donc, ça, il était décidé. Il me regarde de manière toute surprise, mais ça, je lis les documents qui sont publics.

**Des voix :** ...

**Mme Anglade :** L'élection fédérale. L'élection fédérale.

**Des voix :** ...

**Mme Anglade :** Ah! bien oui, l'élection fédérale, c'est de ça dont on parle, parce que c'est à ce moment-là que le premier ministre nous a incités à voter pour un parti conservateur. C'est à ce moment-là qu'il a fait ses propositions à toute la population du Québec. M. le Président, quand on parle d'économie, quand on parle d'enjeux de main-d'oeuvre, on parle du droit des femmes. Moi, ce que je veux voir, là, ce n'est pas un Québec qui recule, c'est un Québec qui avance. J'ai trois enfants. J'ai deux filles. Moi, je souhaite avoir un Québec dans lequel mes deux filles vont avoir plus de droits que moi, j'en ai eus. C'est ça, le Québec dans lequel je veux vivre.

Aujourd'hui, on a un net recul pour les femmes, à bien des égards. Puis il a l'air surpris, le premier ministre, quand je dis ça. Il a l'air surpris. Le net recul... Il y a des femmes... Puis je vous invite à aller parler à Françoise, je vous invite à aller parler avec Valérie, qui disent qu'elles n'ont pas les mêmes opportunités que leur mère parce qu'aujourd'hui elles n'ont pas accès à un service de garde.

Pourquoi il n'y a pas de services de garde? On revient à la question initiale. Il y a eu des milliers de places qui ont été fermées sous le gouvernement de la CAQ, et, en plus, c'est la question de la pénurie de main-d'oeuvre, encore une fois, qui revient.

Deux choses pour régler la pénurie de main-d'oeuvre en priorité : faire en sorte que tout le monde puisse retourner sur le marché du travail le plus rapidement possible, puis faire en sorte qu'on ait des travailleurs qui viennent, et qu'on écoute nos régions, et qu'on fasse en sorte que chacune de nos régions puisse accueillir le nombre de personnes qu'elle souhaite faire... qu'elle souhaite accueillir. C'est ça qu'on a besoin de faire au Québec, M. le Président.

**Le Président (M. Bachand) :** 30 secondes. M. le premier ministre.

**M. Legault :** Oui. M. le Président, la réalité, là, c'est qu'en 2016-2017, perte de 2 500 places en milieu familial; 2017-2018, perte de 1 500; puis, en 2019, perte de 5 800 places avec le gouvernement libéral dans les milieux familiaux. C'est ça, la réalité. Nous, on a renversé la vapeur. Maintenant, c'est des... au net, des créations. Il y a plus de places.

**Le Président (M. Bachand) :** M. le député d'Orford, pour le bloc gouvernemental de 14 min 42 s.

**M. Bélanger :** Merci, M. le Président. Je veux saluer le premier ministre, saluer les collègues de l'Assemblée nationale ainsi que les équipes du Conseil exécutif et des secrétariats.

M. le Président, moi, j'aimerais parler des régions, mais parler des régions pour de vrai. Le dossier de la connectivité... Les régions ont été laissées de côté pendant des décennies. Au début du mandat, le premier ministre m'a donné un mandat, qui était la connectivité. Il y avait 340 000 foyers au Québec qui n'étaient pas branchés. Il y avait eu les programmes Québec branché, Brancher pour innover, du gouvernement précédent, qui avaient été tous annoncés, et ça, ça représentait 206 conventions. Quand on est arrivés en place, il y en avait 202 de non signées, donc il y avait quatre conventions de signées. De plus, les programmes Québec branché et Brancher pour innover n'exigeaient pas de couverture du territoire à 100 %. Donc, on s'est retrouvés avec une situation où on avait à peu près au-dessus de 300 000 foyers et des trous dans à peu près toutes les régions du Québec.

Donc, on a mis en place un programme normé, qui s'appelait Régions branchées, pour combler ces trous-là et, par la suite, on a mis en place des programmes Éclair I, Éclair II et Éclair III. Puis on a eu une collaboration, une contribution du fédéral, afin de couvrir, là, 100 % du territoire. Ça, ça représente...

Puis là, si je comprends bien, on est aux études de crédits. Donc, les études de crédits, c'est vraiment pour évaluer qu'est-ce qu'on fait avec l'argent public puis c'est quoi que ça donne comme retours. J'assume que c'est ça

qu'on doit discuter. Donc, le projet de connectivité, ça représente 1,8 milliard d'investissements dans ce mandat-ci, puis là ça inclut les investissements privés.

Ça fait que moi, j'ai des questions, M. le Président, des questions qui sont financières, parce que je voudrais savoir... je voudrais informer les citoyens parce que c'est quand même beaucoup d'argent. Je sais qu'il y a un besoin au niveau de brancher les régions, parce que ça fait des décennies... Jean Charest l'avait promis, en 2003, de le faire dans un mandat, puis là, bon, bien, on est en 2022, puis notre gouvernement, on est très confiants d'accomplir cet engagement-là. Mis je veux quand même informer les citoyens, c'est quoi, les retombées, ce 1,8 milliard là d'investi, ça représente quoi.

Donc, M. le Président, mes questions sont les suivantes : C'est quoi, le coût net pour le Québec? Et ça représente quoi comme retombées, retombées pour le Québec, pour nos régions?

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** Oui. Bien, j'en profite, M. le Président, pour, devant tout le monde, féliciter le député d'Orford puis toute l'équipe du MCE. Il y avait beaucoup de sceptiques en 2018, hein? Ça avait été souvent promis de brancher tous les foyers au Québec. Je pense, ça relève... Il y a peut-être 10 ans, 15 ans, si ce n'est pas 20 ans, qu'on promettait ça, donc, il y avait des sceptiques en 2018. Et puis, avec le député d'Orford puis l'équipe du MCE, on a rencontré Bell Canada, on a rencontré Vidéotron, on a rencontré Cogeco puis on leur a dit : Combien ça coûte pour brancher tout le monde? Puis là on a pris, bien, la meilleure offre qu'il y avait sur la table, mais ça a coûté quand même 1,8 milliard. Mais, pour moi, là, c'est un service essentiel que les régions... comme dans le temps, l'électricité, aujourd'hui, ça prend un Internet haute vitesse.

Donc, je pense que c'est difficile d'évaluer les retombées économiques, mais c'est certain, avec ce qui s'est passé avec la pandémie, le télétravail, c'est plus important que jamais que les gens puissent travailler de chez eux. Mais, pour ça, ils ont besoin d'Internet haute vitesse. Même chose avec les petites entreprises, même les grandes entreprises, on a besoin d'Internet haute vitesse aujourd'hui. C'est un service essentiel.

Donc, partout où je me promène actuellement, la première chose qu'on me dit, c'est : Vous direz bravo au député d'Orford pour son travail, parce que, bien honnêtement, on ne le croyait pas. La semaine passée, j'étais en Gaspésie, j'étais dans le Bas-Saint-Laurent, et puis tous les gens me disent : Vous direz merci au député d'Orford, on ne le croyait pas, mais là, c'est en train d'être filé, là, on le voit, puis une telle est déjà branchée, puis l'autre va être branchée dans un mois. C'est extraordinaire, les retombées économiques que ça amène. Puis, enfin, les Québécois vont être branchés dans toutes les régions du Québec.

Là, je ne sais pas jusqu'où le député veut que j'aille, là, mais aussi il y a des résidences qui vont être branchées avec SpaceX, avec satellite, parce que c'est... il y a trop d'écart entre les différentes résidences. Mais je peux juste dire un gros bravo. Puis c'est impossible de chiffrer les retombées économiques mais c'est énorme, énorme, énorme.

**Le Président (M. Bachand) :** Oui. M. le député d'Orford.

• (15 h 20) •

**M. Bélanger :** M. le Président, j'ai d'autres questions, parce que, dans les semaines qui se sont passées, on a vu des articles où, bon, il y avait des programmes du fédéral à Terre-Neuve, Manitoba, puis ça représentait des coûts. J'étais quand même assez surpris parce que ça représentait des coûts faramineux, là : 20 000 \$, 22 000 \$ par foyer. Puis, nous autres, on a décidé d'utiliser la fibre optique. Je pense que c'est la meilleure des technologies. M. le premier ministre a parlé de SpaceX. SpaceX fait... Starlink, c'est une partie des solutions, parce que c'est de l'argent public. Puis on arrive à peu près à un coût à 5 000 \$ et 6 000 \$... entre 5 000 \$ et 6 000 \$ le branchement. Et puis, comme c'est de l'argent public, de dérouler de la fibre pendant des kilomètres et des kilomètres sur des petits chemins de campagne pour brancher un foyer où ça nous coûterait peut-être un 20 000 \$, bien, on décide d'utiliser une autre technologie.

Mais je voudrais quand même savoir : On se compare... Par rapport aux autres provinces, c'est quoi, un peu? Le Québec se compare. Moi, je pense que, les autres provinces, elles ne seront pas capables de livrer en septembre 2022. Ça, je serais surpris, parce que déjà Ottawa a un programme universel puis, je pense, c'est 2030. Je pense, leur date cible, c'est 2030 puis c'est 99 % en 2030. Moi, le premier ministre m'a donné le mandat de brancher 100 % d'ici le 30 septembre 2022. Donc, je serais curieux quand même de voir, au niveau des autres provinces, le Québec se compare comment, actuellement. Puis j'assume qu'à la fin du mandat le Québec va sûrement être premier à l'échelle du Canada puis sûrement très bien positionné à l'échelle mondiale.

**M. Legault :** Oui. Je vais mettre mes lunettes, les chiffres sont petits, M. le Président. Mais je peux vous dire qu'on a fait des jaloux dans les autres provinces parce que je parle régulièrement que les premiers ministres des autres provinces... Puis c'est souvent les mêmes entreprises, qu'on pense à Bell Canada ou à Telus. Mais là les employés, en 2022, ils travaillent tous au Québec, ça fait que les autres provinces, malheureusement, ils vont être obligés d'attendre leur tour puis de commencer à brancher en 2023. Mais c'est intéressant de dire qu'au moment où on se parle, bien, on est à 94 % branchés au Québec alors que l'Ontario est à 88 %; l'Alberta est à 87 %, le Nouveau-Brunswick, à 81 %; la Nouvelle-Écosse, à 79 %; Terre-Neuve, à 75 %; Manitoba, à 74 %; Saskatchewan, 71 %; Territoires du Nord-Ouest, 71 %; Île-du-Prince-Édouard, 61 %; Yukon, 61 %. Donc, vous le voyez, là, on est en avance.

Puis ça, c'est sans compter le travail qui va être fait d'ici le 3 octobre, parce qu'on s'est donné comme objectif de remplir notre promesse de brancher tout le monde pendant le premier mandat, puis ça finit le 3 octobre. Je sais que ça met beaucoup de pression, puis ça a sûrement empêché le député d'Orford de dormir quelques nuits, parce que je le sais que je peux être un patron exigeant, mais moi, je suis convaincu qu'on va être à 100 % d'ici le 3 octobre. Puis, encore une fois, bravo au député d'Orford.

**Le Président (M. Bachand) :** Député d'Orford.

**M. Bélanger :** M. le Président, je voudrais peut-être rajouter un peu d'information avant de passer la parole à ma collègue. Mais aujourd'hui, il reste à peu près entre 180 000 et 190 000 foyers. Mais ce qu'il faut comprendre, souvent, on a tendance à dire... Puis la dernière fois, dans un... il y avait le député de LaFontaine qui était... qui a été tweeter qu'il restait 190 000 foyers à brancher. Mais ce qu'il faut comprendre, c'est que, l'étape de brancher les foyers, c'est peut-être 10 % de l'ouvrage, parce qu'il y a les travaux préparatoires. Et puis le ministre de l'Économie a aidé beaucoup à accéder aux infrastructures de soutènement, donc ça a accéléré le processus.

Ça fait qu'aujourd'hui il en reste à peu près 180 000 à 190 000, et la cadence de branchement est 30 000 branchements par mois. 30 000 branchements par mois. Il nous restait à peu près... On estime, il nous reste à peu près 8 000 orphelins. Ça, les orphelins, ce sont des foyers qui n'ont pas de contrat. Mais là, notre premier ministre nous a quand même annoncé une bonne nouvelle, c'est qu'on allait peut-être avoir un joueur qui viendrait se joindre et qui pourrait nous aider à brancher ces orphelins-là. Donc, on va se retrouver à 100 %... une couverture de 100 %. Le gouvernement va avoir rencontré son objectif d'offrir, à tous les foyers du Québec, l'accessibilité à Internet haute vitesse.

Ça fait que moi, je veux remercier, là... ce n'est pas juste la job du député d'Orford, c'est vraiment la collaboration de tous. Et, oui, le premier ministre est un boss exigeant. Ça m'arrive de ne pas dormir puis de travailler sept jours sur sept. Mais je pense qu'en région, là, c'est vraiment un accomplissement, puis les citoyens en région vont vraiment être reconnaissants. Merci.

**Le Président (M. Bachand) :** Merci. Mme la députée de Bellechasse, s'il vous plaît.

**Mme Lachance :** Merci, M. le Président. Permettez-moi à mon tour de saluer tous les collègues qui sont ici, l'équipe du premier ministre, du bureau du premier ministre et mes collègues, évidemment, parlementaires.

Je veux parler, évidemment, de relance économique et de croissance. La pandémie n'a pas été facile. Ça n'a pas été facile pour personne mais assurément très difficile pour notre économie. Actuellement, on le sait, ça va bien, on a des bonnes nouvelles, on a... après un recul de 5,5 %, notre PIB est passé à 6,3 % en 2021. On doit quand même continuer à rattraper les répercussions de la crise sanitaire sur l'économie. Nos bonnes performances nous permettent, évidemment, d'entrevoir un avenir positif et la lumière au bout du tunnel. Maintenant, j'aimerais savoir comment relancer l'économie. On travaille actuellement très fort mais comment on va s'y prendre pour relancer l'économie et augmenter notre productivité?

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** Oui, merci, M. le Président. Effectivement, je sais que ça intéresse beaucoup la députée de Bellechasse. Je suis certain aussi, avec le tunnel Québec-Lévis, ça va développer Chaudière-Appalaches comme on n'a pas vu ça depuis longtemps, M. le Président. On n'est pas loin de la Beauce, beaucoup d'entrepreneurs, et je pense que... beaucoup de choses qu'on a faites.

D'abord, on a, dans les régions, fusionné le ministère de l'Économie et Investissement Québec pour qu'il y ait une présence régionale forte pour appuyer tous les projets un peu plus importants. En plus, pour les projets un peu plus petits, on a financé les CLD, qui étaient sous-financés, qui avaient même été coupés par l'ancien gouvernement. On a changé le nom, on a appelé ça Accès entreprise Québec puis on les a bien financés. Puis ils ont fait un travail extraordinaire pendant la pandémie pour aider les petites entreprises qui étaient en problème. Ce n'est pas pour rien qu'on disait tantôt : Pourquoi l'économie du Québec a mieux... est mieux sortie de la crise en 2021 que les autres provinces? Bien, parce qu'on avait mieux accompagné les entreprises. C'est au Québec qu'on a mis le plus d'argent pour aider les entreprises, puis ça a pu se faire dans chaque région, entre autres avec les MRC, qui avaient des fonds qu'on appelait... dans ce qu'on appelait Accès entreprise Québec.

Maintenant, M. le Président, on est en train de développer des filières. Je sais que le Parti libéral veut mettre 100 milliards dans l'hydrogène. On n'exclut pas, effectivement, la filière hydrogène. Il reste à montrer la rentabilité, mais il y a la filière batterie. Puis là je vois aussi le député de Nicolet-Bécancour, qui a travaillé très...

**Une voix : ...**

**M. Legault :** C'est-tu ça? Qui a travaillé très fort, puis qui est mon adjoint parlementaire, sur les zones d'innovation, dont la zone de Bécancour. Écoutez, moi, ce qu'on m'a souvent dit, la zone... le parc industriel, à Bécancour, c'est le plus grand parc au Canada, mais il n'y a à peu près rien dedans. Bien là, ce qu'on me dit, c'est qu'il ne reste plus de terrain et il y a des enjeux, là, parce qu'on a eu BASF qui a dit : Je veux m'installer là, GM qui a dit : On veut s'installer là.

Et ce qu'on veut faire, c'est d'avoir toute la filière batterie à partir du lithium et du nickel. Bon. Puis là on a un différend, entre autres, avec Québec solidaire, qui ne souhaite pas qu'on exploite le nickel, le lithium, qui va pourtant nous permettre de fabriquer des batteries pour les autos électriques. Et, pour être capables de le faire, il faut rehausser la norme au même niveau qu'en Europe. Donc, on le sait, du côté environnemental, le modèle à suivre, ce n'est pas les États-Unis, c'est l'Europe. Donc, ce qu'on fait, c'est qu'on rehausse la norme pour le nickel. Ça va s'appliquer à Bécancour, ça va s'impliquer... s'appliquer aussi à Québec. Je sais que les gens de Québec solidaire manifestent contre ce changement-là, pourtant qui est appuyé par la Santé publique, mais on va créer des milliers d'emplois payants puis

on va participer à la fabrication d'autos électriques en fabriquant la batterie, puis ça ne va pas se faire au détriment de la santé ou de l'environnement.

**Le Président (M. Bachand) :** Merci beaucoup. Mme la cheffe de l'opposition officielle, s'il vous plaît.

**Mme Anglade :** Merci, M. le Président. Alors, quand le premier ministre est rentré au gouvernement, il y avait 400 000 Québécois qui étaient sans médecin de famille. Aujourd'hui, il y a 1 million de Québécois qui sont en attente d'un médecin de famille. Ma question pour le premier ministre, elle est très simple : Parmi le million de Québécois qui n'a pas de médecin de famille aujourd'hui, combien de ces personnes-là vont en avoir un et quand?

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre, s'il vous plaît.

• (15 h 30) •

**M. Legault :** Oui. M. le Président, quand on est arrivés au gouvernement en 2018, il y avait 6 351 000 Québécois qui avaient un médecin de famille, aujourd'hui il y en a 6 621 000, donc 270 000 de plus qui ont un médecin de famille.

Ce que nous dit la cheffe de l'opposition officielle, c'est que lorsqu'on avait le gouvernement libéral, les gens étaient tellement découragés puis tellement pessimistes à l'effet d'avoir un médecin de famille qu'ils ne s'inscrivaient même pas pour avoir un médecin de famille. Donc, ce que la cheffe de l'opposition officielle nous dit, c'est que là il y a plus de gens qui veulent un médecin de famille que dans le temps du gouvernement libéral. Mais ce qui est important de regarder, M. le Président, c'est combien de Québécois ont un médecin de famille. Il y en a 270 000 de plus aujourd'hui. Mais le ministre de la Santé a signé une entente, et, selon cette entente, d'ici le 31 juillet, il y en a un autre 250 000 qui vont avoir accès à un groupe de médecine de famille avec des médecins, des infirmières. Quand ils ont besoin de voir un médecin, ce sera un médecin, quand ils ont besoin de voir une infirmière, ce sera une infirmière. Puis, d'ici le 31 mars 2023, 500 000 de plus, puis ça, c'est malgré la pandémie.

**Le Président (M. Bachand) :** Merci. Mme la cheffe de l'opposition officielle.

**Mme Anglade :** M. le Président, ce que j'ai entendu, c'est aucune cible. Aucune cible, 1 million de personnes, de Québécois qui attendent. 1 million de Québécois qui attendent d'avoir un médecin de famille, puis il y a un stress énorme qui sont vécus par plusieurs de ces personnes-là. La question que j'ai pour le premier ministre : Parmi ce million-là, la cible qu'il souhaite atteindre pour que ces personnes-là puissent avoir un médecin de famille... Là, je ne parle pas d'un groupe, je ne parle pas de visites. Je parle d'avoir un médecin de famille qui leur soit attiré.

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** Bon, d'abord, M. le Président, on parle d'avoir accès à un groupe de médecine de famille. Ça, c'est important, là. Et tout le monde est d'accord avec ça, il y a des bobos qui peuvent être réglés par des infirmières. Et ce qui est important, c'est que, quand on a besoin d'une infirmière, on a une infirmière, puis, quand on a besoin d'un médecin, on a un médecin. C'est ce qu'on appelle un groupe de médecine familiale.

Quand la chef de l'opposition officielle nous dit : On n'a pas de cible, ce n'est pas exact. On a une cible de 500 000, puis, dans l'entente avec la FMOQ, 50 % de cette cible doit être atteint le 31 juillet 2022, 75 % le 31 décembre 2022 et 100 % le 31 mars 2023. Le 31 mars 2023, c'est la fin de la mauvaise entente signée par le gouvernement libéral. Jusqu'au 31 mars 2023, donc... il y aura des négociations d'ici le 31 mars 2023 pour qu'en plus des 770 000 personnes de plus qui vont avoir accès à un GMF depuis 2018 on puisse ajouter les personnes qui n'en ont pas. Entre-temps, ils vont avoir accès au guichet.

**Le Président (M. Bachand) :** Merci. Mme la cheffe de l'opposition officielle.

**Mme Anglade :** Clairement, là, ce qu'on entend de la part du premier ministre, là, c'est une promesse brisée. La prise en charge, ça veut dire que tu as un médecin de famille auquel tu peux te référer. Il est évident que la personne peut aller aussi parler à une infirmière, parler à d'autres personnes. L'interdisciplinarité, tout le monde est en faveur de ça, mais la promesse brisée du premier ministre, c'est de faire en sorte que chaque Québécois puisse avoir un médecin de famille. Et là il n'y a pas de cible.

D'autre part, il nous dit que la FMOQ a signé une entente. La FMOQ parle de 500 000 visites. Elle parle de 500 000 visites. Le premier ministre dit : 500 000 prises en charge. Qui dit vrai?

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** Bien, M. le Président, le président de la FMOQ, donc, de la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec, est très clair puis l'entente est très claire : 500 000 accès à un GMF. Je ne le sais pas, peut-être que le Parti libéral n'est pas d'accord avec l'approche GMF. Pourtant, c'est l'approche qui est en place depuis longtemps au Québec.

Donc, ce qu'on dit, c'est qu'il y a un groupe, donc plusieurs médecins. Donc, ça peut dire... ça se peut que vous ne voyiez pas votre médecin personnel, mais vous allez voir un autre médecin ou une infirmière, mais il y a 500 000 personnes de plus qui vont avoir accès à un GMF. Donc, ce n'est pas 500 000 visites. Les gens, s'ils ont besoin de 10 visites, ils en auront 10, s'ils ont besoin d'une visite, ils en auront une, mais ils vont avoir accès, en dedans de 36 heures, à un médecin de famille ou une infirmière, selon ce qu'ils ont besoin.

**Le Président (M. Bachand) :** Mme la cheffe de l'opposition officielle.

**Mme Anglade :** Ça fait plusieurs fois, dans les échanges qu'on a avec le premier ministre, qu'il dit : Une chose, ce n'est pas vrai, puis on vérifie, après, puis on se rend compte que ça a été dit. Le président de la FMOQ a dit en ondes que c'était 500 000 visites médicales. Je l'invite à aller réécouter ce que le président de la FMOQ a dit. En plus, il ne s'agit pas de prises en charge.

La question que j'ai, encore une fois, pour le premier ministre : Du 1 million de personnes qui n'ont pas, aujourd'hui, de médecin de famille, sa cible, dans ce que j'entends, c'est qu'aucun de ceux-là ne va avoir un médecin de famille. J'entends zéro, comme cible. Si je suis, aujourd'hui, sur une liste d'attente et j'attends d'avoir un médecin de famille qui va m'être attribué, le premier ministre me dit : Tu n'as aucune garantie, je n'ai aucun objectif. C'est ça qu'il a répondu.

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** M. le Président, d'abord, c'est important que... c'est une prise en charge, ce ne sont pas des visites. Je n'ai pas écouté toutes les entrevues du Dr Amyot, mais ce qui est clair, le communiqué est clair, c'est un communiqué qui est conjoint, l'entente est claire, elle est signée par les deux parties, c'est une prise en charge dans un GMF. Ce ne sont pas 500 000 visites, c'est 500 000 patients qui vont être pris en charge.

Maintenant, on se souvient que le gouvernement libéral avait adopté le projet de loi n° 20, hein? Dans le projet de loi n° 20, on avait des pénalités. Je sais que la cheffe de l'opposition officielle n'est plus d'accord avec le député de La Pinière à propos du projet de loi n° 20. Bon, ça, c'est leur problème.

Maintenant, M. le Président, ce qu'il est important de rappeler, c'est qu'on a eu deux ans de pandémie. Donc, c'est quand même extraordinaire qu'on ait été capable, d'abord, déjà, d'enregistrer 270 000 personnes de plus dans un GMF, qu'on va être capable d'en ajouter un autre 500 000 d'ici le 31 mars 2023, malgré l'entente qui avait été signée. Parce que, là, on est obligé de négocier avec la FMOQ, avec une partie qui a déjà une entente signée avec le gouvernement libéral de l'époque, qui va jusqu'au 31 mars 2023.

**Le Président (M. Bachand) :** Merci. Mme la cheffe de l'opposition officielle.

**Mme Anglade :** M. le Président, il y a des gens qui... prendre l'exemple de Delphine. Delphine, elle s'est inscrite sur la liste d'attente pour avoir un médecin de famille l'année passée. À ce moment-là, on lui disait qu'elle allait avoir 700 jours d'attente avant d'avoir un médecin de famille. Aujourd'hui, elle retourne pour savoir combien de temps. On se serait attendu à ce que ce soit environ 350 jours avant d'avoir un médecin de famille. Aujourd'hui, c'est 1 000 jours. Le million de Québécois qui est sur la liste d'attente, qui attend depuis des centaines et des centaines de jours, ce que le premier ministre est en train de leur dire, c'est qu'ils n'auront jamais un médecin de famille qui va leur être attribué, il n'y aura jamais cette prise en charge avec un médecin de famille. La promesse qu'il a faite aux Québécois, de dire que chaque Québécois aura un médecin de famille, elle est brisée. Il n'a pas rencontré ses objectifs. Il y avait 400 000 personnes sur la liste d'attente, quand il est rentré au gouvernement. Aujourd'hui, c'est 1 million de Québécois qui attendent sur la liste d'attente, puis il se dit : Je sais que je ne serai pas capable de rencontrer mes objectifs, ça fait que je donne un objectif de zéro, aucune de ces personnes-là ne va avoir un médecin de famille.

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** M. le Président, qui, en 2018, pouvait penser qu'on aurait une pandémie où les médecins du Québec seraient surchargés pendant deux ans? M. le Président, ce qu'on s'était donné, comme objectif, en 2018, c'était de renégocier la mauvaise entente libérale avec la FMOQ. Pensez-vous que c'était possible pendant la pandémie, alors que les médecins étaient débordés, de faire une nouvelle négociation de convention collective avec les médecins? Voyons donc! Il n'y a pas personne qui va être incapable, là... qui va dire : Oui, oui, vous auriez dû négocier dur avec les médecins pendant le pire de la pandémie. Voyons donc!

Ce qui a été fait dimanche dernier... dimanche dernier, donc, on a annoncé l'entente, puis il y aura... en plus, des 270 000 personnes qui ont un médecin de famille de plus qu'en 2018, il y en aura 500 000 qui auront un médecin ou, en tout cas, qui seront parties à un GMF qui inclut des médecins de famille d'ici le 31 mars 2023. Je pense que, dans les circonstances, là, c'est exceptionnel, ce que le ministre de la Santé a fait.

**Le Président (M. Bachand) :** Mme la cheffe de l'opposition officielle.

**Mme Anglade :** Moi, ce que j'entends, là, c'est un premier ministre qui a baissé les bras par rapport à sa promesse. Ce que j'entends, c'est un premier ministre qui dit à une population qu'il y a 1 million de personnes qui attendent, et, chaque jour, il y a plus de personnes qui attendent que le jour d'avant, que c'est correct, dans le fond, ce n'est pas grave, ils n'auront pas accès. Pourtant, les enjeux, encore une fois, ils sont criants.

Moi, je pense à Nicoletta. Nicoletta, elle a 76 ans. Elle a perdu son médecin de famille, puis elle ne voit pas le jour où elle va en avoir un, et ça crée un stress énorme dans sa vie parce qu'elle a une maladie chronique. Elle doit être suivie puis là elle est barouettée d'un bord puis de l'autre sans avoir un médecin qui lui est attribué. Encore une fois, ce que le premier ministre est en train de nous dire, c'est que, finalement, ça va être zéro, en termes d'objectif, pour le million de Québécois qui attendent.

Puis une autre précision que j'ai à faire pour le premier ministre... là, je vais citer un médecin : «L'entente ne prévoit aucune inscription, mais plutôt un accès à un GMF. Les patients vont demeurer quand même sans médecin de famille.» C'est ça, l'entente dont il parle : pas de médecin de famille pour les Québécois.

• (15 h 40) •

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** Oui. M. le Président, j'ai ici copie du communiqué de la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec, daté du 1er mai 2022, et ce qu'on dit : «Déjà, il faut mentionner qu'il est prévu d'aller de l'avant avec de nombreuses mesures novatrices, une inscription et un suivi par un groupe de médecins de famille et d'autres professionnels de la santé.» Donc, on ne parle pas de visite, on parle d'une inscription et un suivi par un groupe de médecins de famille et d'autres professionnels de la santé. C'est dans le communiqué de la FMOQ. J'invite la cheffe de l'opposition officielle à aller lire le communiqué de la FMOQ du 1er mai 2022.

**Le Président (M. Bachand) :** Mme la cheffe de l'opposition officielle.

**Mme Anglade :** M. le Président, la santé de la population, là, elle est aussi garantie par l'accès à la première ligne, par le fait que les gens aient un médecin de famille, puis pas qu'ils soient barouettés d'un bord ou l'autre, mais qu'il y ait véritablement un médecin de famille qui leur soit attitré. Dans le million de Québécois qui attendent, il y a plein de personnes qui se retrouvent avec des enjeux chroniques de santé, qui se retrouvent avec des enfants puis qui ne sont même pas capables de pouvoir parler à leur médecin de famille pour pouvoir régler des enjeux. Et ils sont, encore une fois, barouettés d'un bord et de l'autre, avec des cliniques sans rendez-vous, mais fondamentalement, là, ils n'ont pas leur médecin de famille.

Ce que le premier ministre est en train de nous confirmer... de nous dire qu'il n'a aucun objectif pour l'atteinte d'un médecin de famille pour chaque Québécois. Il n'a même pas le début d'un commencement d'un objectif. Ce qu'il nous présente, c'est qu'ils vont avoir... il va y avoir des... ils vont pouvoir parler à des infirmières, aller voir certains médecins, mais ils n'auront pas de médecin attitré. C'est ça qu'il nous confirme.

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** C'est quand même extraordinaire. Ce qu'on vient d'entendre, là, c'est que le Parti libéral du Québec n'est plus d'accord avec la prise en charge par un groupe de médecine familiale. Ce n'est quand même pas rien, là. Pensez-y deux minutes, là. Quelqu'un peut être malade sept jours sur sept, ce que dit le Parti libéral, c'est que c'est le même médecin qui devrait être disponible sept jours sur sept pour voir le patient, puis ça, ça inclut les soirs de semaine. Ça ne tient pas debout, M. le Président, je m'excuse, là.

Mais j'invite la cheffe de l'opposition officielle à parler avec l'ancien ministre de la Santé, mais les GMF étaient appuyés. C'est moi qui ai ouvert le premier GMF quand j'étais ministre de la Santé, et le Parti libéral n'a pas assez ouvert de GMF. Mais là ce qu'on vient d'apprendre, c'est que... le député de Nelligan fait signe, là, qu'il n'est pas d'accord avec l'inscription à un GMF. Tout un virage par le Parti libéral du Québec.

**Le Président (M. Bachand) :** Merci. Mme la cheffe de l'opposition officielle.

**Mme Anglade :** Le seul virage spectaculaire qu'on a ici, là, c'est le virage du premier ministre. C'est lui qui a écrit, à combien de reprises, à quel point c'était important que chaque Québécois ait un médecin de famille. Il l'a dit, il l'a répété, il l'a écrit. Il l'a dit sur toutes les tribunes.

Aujourd'hui, il nous dit : Finalement, ce n'est pas grave. Finalement, ce n'est pas grave, je me rends compte que mes objectifs ne sont pas rencontrés, qu'il y ait 400 000 personnes en attente, au début de mon mandat, il y en a 1 million. On a perdu le contrôle par rapport à ça, on va changer notre manière de faire, on va changer nos objectifs, à ce moment-là. Mais ce que les Québécois veulent, c'est d'avoir leur médecin de famille. Allez parler à Delphine, allez parler à Nicoletta, elles vont vous le dire, ce qu'elles veulent, c'est avoir leur médecin de famille. Quand est-ce qu'il y aura de véritables objectifs par rapport à cette atteinte?

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre, s'il vous plaît.

**M. Legault :** M. le Président, je ne connais pas Delphine, là, mais je serais ouvert à la rencontrer, mais je pense que les Québécois, ce qu'ils veulent, c'est d'avoir accès à un médecin de famille, et, dans un GMF, ils y ont accès. Habituellement, il y a une dizaine de médecins, cinq, six infirmières. Quand ils ont besoin d'une infirmière, ils voient l'infirmière, quand ils ont besoin d'un médecin de famille, ils voient celui qui est disponible à l'heure où ils sont malades. Ça empêche 50 % des patients qui sont dans les urgences d'avoir des P4, P5, des problèmes mineurs qui auraient dû être réglés en CLSC, dans un GMF-CLSC ou un GMF en clinique privée.

Mais, M. le Président, là, je n'en reviens pas d'entendre que le Parti libéral n'est plus d'accord avec les GMF, voudrait, là, que chaque médecin ait son patient puis qu'il s'en occupe tout seul, sept sur sept. Je tombe sur le derrière, M. le Président.

**Le Président (M. Bachand) :** Merci. Mme la cheffe de l'opposition officielle.

**Mme Anglade :** Vous savez, ce qui est incroyable, M. le Président, c'est les propos du premier ministre quand il dit ça. C'est lui qui s'est commis. Il s'est commis, il s'est engagé à faire en sorte que chaque Québécois puisse avoir un médecin de famille, et il le sait très bien qu'il s'est commis à ça. Il sait qu'il n'est pas capable de rencontrer ses objectifs. Alors, on mêle les cartes, on change tout puis on dit : Finalement, ce n'est pas important. Mais, pour la santé globale des Québécois, c'est important d'avoir accès à un médecin de famille. C'est important qu'ils aient leur propre médecin de famille. C'est ça, le véritable enjeu, puis le premier ministre refuse de le reconnaître parce qu'il sait qu'il ne va pas être capable de rencontrer ses objectifs. Pourtant, pour la population du Québec, c'est ça qui est important. Et là il laisse tomber plus de 1 million de Québécois.

Et j'aimerais lui rappeler que, depuis janvier, il y a 75 000 Québécois qui se sont inscrits encore sur cette liste, et eux, ils n'ont pas idée de quand est-ce qu'ils auront, un jour, un médecin de famille. On est au Québec, M. le Président. Le minimum auquel on devrait s'attendre, c'est d'avoir des objectifs pour faire en sorte que notre population puisse avoir un médecin de famille. Et là il n'y a aucun objectif, le premier ministre a baissé les bras, et c'est la population du Québec qui en fait les frais.

**M. Legault :** ...le pire problème qu'on a, actuellement, c'est qu'il y a à peu près 20 % des médecins qui ne sont pas...

**Le Président (M. Bachand) :** En terminant... Merci beaucoup. Alors, M. le député de Gouin, s'il vous plaît.

**M. Nadeau-Dubois :** Merci, M. le Président. On va parler d'un sujet que le premier ministre ne connaît pas puis qui ne l'intéresse pas, on va parler de logement. J'aimerais savoir, d'abord, si le premier ministre reconnaît que le logement, c'est un droit.

**M. Legault :** Bon, absolument. Il n'y a rien de plus important que d'avoir un logement. C'est important. Ce qu'il est important de dire, c'est que, depuis octobre 2018, il y a 8 000 logements, avec AccèsLogis, qui ont été construits puis il y en a 7 000 qui sont en processus de l'être. Donc, on atteint notre objectif des 15 000.

Maintenant, avec ce qui s'est passé pendant la pandémie, il y a un problème. Il y a un problème, pas juste pour les logements abordables, il y a un problème avec le prix des logements en général et il y a un problème aussi parce qu'il s'est construit moins de maisons pendant la pandémie. Donc, il y a un rattrapage, actuellement, qui est fait par le secteur privé.

**Le Président (M. Bachand) :** Merci. M. le député de Gouin.

**M. Nadeau-Dubois :** Donc, le premier ministre vient de reconnaître que, selon lui, le logement, c'est un droit. Qu'est-ce que le premier ministre a fait, depuis le début de son mandat, pour limiter l'explosion des loyers au Québec? Les loyers augmentent partout. C'est la folie furieuse. On a appris, l'an dernier, dans le cadre des crédits, à quel point le premier ministre lui-même n'avait pas suivi l'explosion des loyers. Qu'est-ce qu'il a fait, depuis qu'il est premier ministre du Québec, pour freiner rapidement l'explosion des loyers au Québec?

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** Oui. M. le Président, on le sait, au Québec, on a un contrôle des loyers, O.K.? Donc, il y a un tribunal qui peut être utilisé quand les propriétaires exagèrent, sauf, M. le Président, les cinq premières années où un logement a été construit. Ce qui avait été prévu, c'est que quelqu'un peut faire un rabais pour un an ou deux, mais, après cinq ans, il ne doit pas augmenter le loyer de plus que ce qu'il est capable de démontrer comme augmentation de ses coûts.

M. le Président, la ministre des Affaires municipales est en train de revoir ce qu'on appelle le code F, pour voir... est-ce que le cinq ans devrait être diminué à un an, deux ans. Donc, M. le Président, il y a des choses qui sont faites. La deuxième chose, c'est qu'il faut construire.

**Le Président (M. Bachand) :** M. le député de Gouin.

**M. Nadeau-Dubois :** ...système de contrôle des loyers dont parle le premier ministre, il n'existe pas. Il n'existe pas. Il existe en Ontario. Au Québec, c'est optionnel puis ça ne marche pas. L'indice d'augmentation, au Québec, l'an passé, là, officiel, du Tribunal administratif du logement, c'était à peu près 1 %. Savez-vous de combien les loyers ont augmenté, en moyenne, au Québec? À peu près 3 %. Ça fait que le contrôle des loyers dont parle le premier ministre, il ne marche pas. Les loyers augmentent pas mal plus au Québec que 1 %. Puis ça, là, ce n'est pas juste vrai pour les constructions de moins de cinq ans, c'est vrai pour la grande majorité des locataires au Québec.

Je répète ma question. Qu'est-ce que le premier ministre a fait, dans le cadre de ce mandat-ci, pour ralentir l'explosion des loyers? Puis là, là, qu'il ne me parle pas des logements qu'il va construire puis qui vont être prêts dans cinq ans, dans trois ans ou dans 10 ans. Qu'est-ce qu'il a fait, dans le cadre de ce mandat-ci, pour limiter l'explosion des loyers?

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

• (15 h 50) •

**M. Legault :** M. le Président, je le répète, il y a un procédé où les locataires peuvent aller se plaindre, sauf pour les cinq premières années. Et la ministre des Affaires municipales va déposer un projet de loi, d'ici la fin de la session, pour corriger le problème des cinq premières années. Ça, c'est la première chose.

Deuxième chose, c'est clair que les nouveaux logements qui se construisent, bien, les loyers augmentent beaucoup. C'est très difficile. Moi aussi, là... je ne vis pas sur une autre planète, j'ai des enfants, qui ont des amis, puis il y a un vrai problème avec le prix des logements. M. le Président, c'est pour ça qu'on a donné de l'argent, 200 \$, plus 400 \$, plus 500 \$. Donc, on aide les Québécois, mais ce qui est le plus important, c'est de travailler du côté de l'offre. Donc, on est même passé par le privé pour construire plus de logements.

**M. Nadeau-Dubois :** ...ils vont être prêts seulement dans plusieurs années. À moins que le premier ministre ait développé des dons de magie et qu'il va faire apparaître des nouveaux logements, dans six mois, ça n'arrivera pas. L'indice d'augmentation des loyers du Tribunal administratif du logement, c'était 0,8 % l'an dernier. Les loyers ont augmenté de combien? 3,8 %. C'est trois fois plus. Ça ne fonctionne pas, le système actuel. Ce système-là est brisé. Qu'est-ce que le premier ministre a fait pour limiter l'explosion des loyers au Québec? Il n'a rien fait.

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** M. le Président, le chef du deuxième groupe d'opposition nous parle de magie. Bien, c'est plutôt lui qui fait de la magie, parce qu'il nous dit : Qu'est-ce qu'il fait pour que, demain, il y ait des logements disponibles, pas chers? Écoutez, il manque de logements, actuellement, il faut prendre le temps de les construire. Il y a des programmes publics qui sont longs à construire. C'est pour ça qu'on a ajouté des programmes en passant par le privé, pour des logements abordables, puis il y a le privé qui construit des logements. Mais, M. le Président, à part donner de l'argent à ceux qui en ont besoin, comme on l'a fait, comme ne le proposait pas Québec solidaire en 2018... puis j'ai hâte de voir ce qu'ils vont proposer en 2022, mais que propose Québec solidaire?

**Le Président (M. Bachand) :** M. le député de Gouin, s'il vous plaît...

**M. Nadeau-Dubois :** Ce que l'on propose, c'est de faire comme l'Ontario. Le premier ministre aime ça, se comparer à l'Ontario. Ce qu'on propose, c'est de faire comme en Ontario, c'est-à-dire qu'au lieu que ce soit les locataires qui aient tout le fardeau d'aller contester une augmentation de loyer puis que ça prenne des années à avoir gain de cause, nous, on propose que l'indice d'augmentation du Tribunal administratif du logement, là, si les propriétaires veulent augmenter de plus que ça, bien, que ce soit eux qui doivent faire la démonstration de la légitimité de leur hausse de loyer. L'Ontario l'a fait. Je ne lui parle pas d'un pays socialiste, je ne lui parle pas d'un pays communiste, je ne lui parle pas d'une autre planète ou du monde des licornes sur lequel le premier ministre n'arrête pas de dire que Québec solidaire vit. Je lui parle de l'Ontario, la province auquel il aime tant se comparer.

C'est ça, notre proposition, puis ça, demain matin, ça freinerait l'explosion des loyers au Québec. Pourquoi le premier ministre ne fait rien pour limiter les explosions de loyers au Québec? Pourquoi est-ce qu'il s'assit sur ses mains?

**Le Président (M. Bachand) :** Merci. M. le premier ministre.

**M. Legault :** Oui. M. le Président, juste pour vous montrer comment Québec solidaire est déconnecté, en 2022, augmentation du prix des logements au Québec, 4,8 %, en Ontario, 7,1 %. Augmentation des logements locatifs en 2022, 3,1 %, au Québec, 4,3 % en Ontario. Augmentation des logements en propriété, maison ou condo, 5,5 %, au Québec, d'augmentation, 6,8 % en Ontario. Donc, ce que nous dit le chef du deuxième groupe, là... il est complètement à côté de ses pompes, c'est complètement le contraire. Actuellement, les loyers augmentent plus vite en Ontario qu'au Québec.

**Le Président (M. Bachand) :** M. le député de Gouin.

**M. Nadeau-Dubois :** La raison pour laquelle les loyers augmentent rapidement en Ontario, c'est que le marché là-bas a l'air de ce que le marché québécois va avoir l'air dans quelques années, si la CAQ continue à être au pouvoir, parce que la spéculation, là-bas, a atteint des niveaux historiques.

Le premier ministre m'a demandé c'était quoi, notre solution. Je lui ai donnée. Puis notre solution, là, elle ferait en sorte que les locataires qui reçoivent des augmentations pas d'allure, là, bien, ça n'arriverait plus parce que c'est les propriétaires qui devraient justifier les hausses qui dépassent l'indice de la régie, plutôt que le contraire. Ça, c'est une solution pragmatique à coût nul qu'on pourrait mettre en place demain matin. La raison pour laquelle ça augmente vite en Ontario, c'est que, là-bas, le marché est rendu complètement délirant. Et d'ailleurs il faut agir vite, au Québec, si on ne veut pas se retrouver dans cette situation-là.

J'ai une deuxième question pour le premier ministre. Qu'est-ce que le premier ministre a fait depuis le début de son mandat pour limiter la spéculation dans le domaine immobilier, qui est en train de briser le rêve de toute une génération de devenir un jour propriétaire, toute une génération de jeunes de la classe moyenne qui espèrent pouvoir s'acheter une première maison puis qui sont en train de voir ce rêve s'écrouler sous leurs yeux parce que le premier ministre ne fait rien, parce que le ministre des Finances dit que c'est la main invisible qui va régler le problème?

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** Bien, M. le Président, là, les gens qui nous écoutent, là, ont bien compris ce qu'on vient de vivre, là. Je demande au chef de Québec solidaire quelles solutions il propose, il dit : On devrait prendre la même solution

qu'en Ontario. Là, je lui dis : Bien, c'est parce que ça a augmenté plus vite en Ontario qu'au Québec. Donc, bouh, mauvaise réponse.

Là, il nous dit : Qu'est-ce que nous, on a fait? Donc, on revient à qu'est-ce que nous, on a fait. Bien, ce qu'on a fait, c'est qu'on a investi comme jamais dans les logements abordables. Le problème, c'est que c'est long à construire. On a ajouté un programme du côté privé pour que ça aille plus vite, mais, à un moment donné... Là, je reviens à ma question, peut-être qu'il a une meilleure réponse à donner. À part de construire des nouveaux logements, là, c'est quoi qu'il propose?

**Le Président (M. Bachand) :** M. le député de Gouin.

**M. Nadeau-Dubois :** On a fait trois propositions, à Québec solidaire, pour limiter, pour freiner la folie spéculative dans le monde immobilier : rendre les inspections obligatoires, rendre les offres d'achat transparentes puis taxer les flips immobiliers qui font des ravages dans tant de quartiers, dans tant d'endroits au Québec. Trois propositions concrètes qui contribueraient à calmer la spéculation dans le domaine immobilier, mais le ministre des Finances puis le premier ministre ne sont pas intéressés par ça parce qu'ils pensent que la main invisible du marché va tout régler. C'est ce qu'a répondu le ministre des Finances, ce matin, à la période des questions.

À Québec solidaire, on en fait, des propositions, parce qu'on la connaît, la réalité du logement. Le premier ministre, ça ne l'intéresse pas, il ne connaît pas ça. C'est vrai qu'il n'y a pas une solution miracle. Il a raison, le premier ministre. Il faut s'attaquer à ce problème-là sur plusieurs fronts, puis nous, on a fait des propositions sur plusieurs fronts. Le problème, ce n'est pas qu'il n'y a pas de solution qui existe, le problème, ce n'est pas que nous, on ne fait pas de propositions, c'est que le premier ministre ne fait rien pour les locataires puis il ne fait rien pour freiner la spéculation dans le domaine immobilier.

**Le Président (M. Bachand) :** M. le ministre.

**M. Legault :** Oui. M. le Président, on a encore un bel exemple, là. Écoutez, à Montréal, quand il y a un logement qui est disponible, il y a des locataires potentiels comme ça ou des acheteurs potentiels comme ça. Ça se vend même plus haut que le prix qui est demandé quand c'est vendu. Et là le chef de Québec solidaire nous dit sans rire : On va obliger les acheteurs à faire inspecter la maison puis ça va tout régler les problèmes, je vous le dis, là, ça va tout régler. Actuellement, il y a des acheteurs puis des locataires potentiels qui se battent pour avoir des logements, qui sont prêts à toutes sortes de compromis, incluant de dire : Oui, oui, je l'ai faite, l'inspection, mais Québec solidaire, nous dit : J'ai la solution, moi, on va rendre les inspections obligatoires, on va dire aux acheteurs, là : Vous êtes obligés d'inspecter, puis ça va tout régler les problèmes à Montréal. Bien, voyons donc!

**Le Président (M. Bachand) :** ...M. le député de Gouin.

**M. Nadeau-Dubois :** J'ai dit qu'il y en avait trois, pas qu'il y en avait juste une, puis le premier ministre m'a très bien entendu. Il ne connaît pas ça, le logement, le premier ministre. L'an passé, il pensait qu'un logement à Montréal, c'était 500 \$. Aujourd'hui, il pense qu'au Québec il y a un système de contrôle des loyers, alors que tout le fardeau repose sur les locataires puis que les locataires doivent attendre parfois des délais épouvantables pour avoir gain de cause. Les solutions, elles existent. Québec solidaire en a. Les gens, sur le terrain, dans le monde du logement, en ont. Le premier ministre, il ne connaît pas ça, le logement, ça ne l'intéresse pas.

Son ministre des Finances, il a été très clair, hein, ce matin, il a dit : Le marché est en train de tout régler. C'est ça, la différence entre le premier ministre et moi. Moi, je pense que le marché ne fera pas la job tout seul, je pense que c'est la job du gouvernement du Québec.

**Le Président (M. Bachand) :** Merci. Merci beaucoup, M. le député de Gouin. Mme la cheffe de l'opposition officielle, s'il vous plaît.

**Mme Anglade :** Oui. Merci, M. le Président. Le 3 avril dernier, le ministre de l'Environnement affirmait que c'était impossible d'en faire plus au Québec en matière d'environnement. Question toute simple pour le premier ministre : Est-ce qu'il est d'accord avec cette affirmation?

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre, s'il vous plaît.

**M. Legault :** Bien, M. le Président, tout est une question de moyens. Actuellement, on a investi 56 milliards dans du transport collectif, on a mis 7,6 milliards dans le Plan pour une économie verte, on a mis 1 milliard pour acheter des autobus scolaires, on a mis 5 milliards pour acheter des autobus urbains. Donc, tout est une question, là... à combien on arrête, là, puis où prend-on l'argent?

La cheffe de l'opposition officielle nous dit tantôt : Je suis prête à mettre 2,3 milliards par année pour donner 2 000 \$ à chaque personne de plus de 70 ans, mais elle est incapable de nous dire où est-ce qu'elle va prendre l'argent. Puis là elle vient nous dire : Bien, il faudrait mettre plus de milliards en environnement. Où prend-on l'argent?

**Le Président (M. Bachand) :** Mme la cheffe de l'opposition officielle.

**Mme Anglade :** Donc, ce que je comprends, c'est que le premier ministre nous dit qu'il est d'accord avec la citation du ministre, pour dire qu'on n'a pas besoin d'avoir plus d'ambition en matière gouvernementale... en matière environnementale. Mais là le premier ministre, il nous cite ses chiffres, les grands chiffres qu'il a mis de l'avant, mais la réalité, là, c'est... ce qu'il fait, c'est le strict minimum.

Pourquoi c'est le strict minimum? Parce que l'argent qu'il utilise, c'est l'argent qui provient du marché du carbone, de la taxe sur l'essence et qu'il doit, de toute façon, mettre à contribution pour l'environnement. Est-ce que le strict minimum, c'est ça dont on a droit, ici, au Québec?

• (16 heures) •

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** Oui. M. le Président, moi, je suis prêt, avec des spécialistes, demain matin, à comparer le bilan libéral puis le bilan de la CAQ sur l'environnement. On va voir que de loin, ce qui s'est fait le plus... Quand on regarde les résultats, rappelons-nous, là, les GES augmentaient, au Québec, dans le temps du gouvernement libéral. M. le Président, on investit beaucoup. La cheffe de l'opposition officielle dit : C'est de l'argent qui vient du marché du carbone. Bien oui, mais c'est de l'argent qui est payé par des Québécois pour réduire les GES. Que ce soit une taxe ou que ce soit via le marché du carbone, c'est quand même de l'argent qui est payé par des Québécois.

M. le Président, l'autre de mes grandes fiertés, c'est l'entente qu'on a faite avec New York. Le Parti libéral, on se souvient, Philippe Couillard, disait : C'est fini, l'hydroélectricité. Bien, on a signé un contrat qui va permettre d'enlever l'équivalent de 1 million d'autos sur les routes en remplaçant des énergies fossiles par de l'hydroélectricité à New York. Ce n'est quand même pas rien.

**Le Président (M. Bachand) :** ...opposition officielle.

**Mme Anglade :** Quand j'entends le premier ministre me dire qu'il en a fait plus pour l'environnement, honnêtement, je suis assez sidérée. On se souviendra que c'est le même premier ministre, là, qui utilise les sommes qui sont créées par le marché du carbone, mais qui était contre, lui-même, le marché du carbone. Lui-même s'est prononcé contre. Ah! puis il me regarde, il fronce les sourcils, il se demande quand. On va ressortir une fiche pour lui présenter le moment où il était contre. On va faire le même exercice qu'on a fait un peu plus tôt, M. le Président.

Quand le premier ministre nous dit : Bien, où est-ce qu'on va prendre l'argent?, c'est sûr que, si on baisse les bras par rapport à la croissance économique qui s'en vient puis on se dit : On va rester en bas de l'Ontario puis on va rester en bas du Canada, bien oui, c'est sûr qu'il va avoir de la difficulté à trouver des moyens. Mais l'important, là, c'est de commencer à voir où sont les opportunités.

Une de ces opportunités-là, puis il le sait très bien, c'est dans la lutte aux changements climatiques. C'est, oui, investir dans l'hydroélectricité, bien sûr investir dans l'eau, mais également investir dans l'hydrogène vert. Or, le premier ministre, là, il y va à tâtons, il se dit : Ah! bien, peut-être, peut-être pas, etc., alors que c'est un potentiel extraordinaire. Pourquoi ne pas, aujourd'hui, dire qu'il y a des milliards d'investissements qui attendent l'ensemble des Québécois si on décide d'investir de manière importante, privé comme public, dans le domaine de l'hydrogène vert?

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** Oui. M. le Président, si on a à choisir entre le marché du carbone ou une taxe carbone, je pense que c'est préférable, le marché du carbone. Puis c'est ce que je pense, puis je n'ai pas changé d'idée avec ça.

La cheffe de l'opposition officielle vient de dire : On va rester en bas de l'Ontario. Là, elle nous parle du temps du gouvernement libéral. Depuis qu'on a un gouvernement de la CAQ, depuis trois ans, on est au-dessus de l'Ontario. Donc, ça, c'est la réalité.

Maintenant, ce qu'on essaie de faire, M. le Président, nous, c'est d'allier les deux, l'économie et l'environnement, entre autres avec la filière batterie. On ne sait toujours pas où se situe le Parti libéral concernant les normes pour le nickel, pour le lithium, mais ce qu'on sait, nous, c'est qu'on est en train de bâtir une filière où on va créer des emplois payants d'un côté puis, de l'autre côté, bien, on va pouvoir aider la planète avec des batteries dans des véhicules électriques. Donc, de la même façon qu'on a aidé New York à réduire ses GES, on va aider la planète avec des batteries pour les véhicules électriques.

**Le Président (M. Bachand) :** ...opposition officielle.

**Mme Anglade :** M. le Président, un potentiel extraordinaire en matière d'hydrogène vert, en matière d'économie d'énergie aussi. Puis il faut le rappeler, là, l'économie d'énergie, c'est vraiment fondamental. Et on ne peut pas se dire qu'on va développer notre croissance sans faire la portion économie d'énergie.

Mais l'hydrogène vert, là, ça aussi, c'est un potentiel. Ce sont des milliards qui sont investis par la France, ce sont des milliards qui sont investis en Angleterre. Pendant ce temps-là, pendant qu'il y a des sociétés qui investissent 11 milliards par année, pendant que l'Angleterre décide d'investir 11 milliards par année, le premier ministre, lui, il se dit : Bien, moi, une couple de millions, là, ça va être assez. Il faut avoir de l'ambition, l'ambition de voir grand, et ça, elle ne transparait pas dans les propositions du premier ministre. Et c'est la raison pour laquelle il a de la misère à investir en matière environnementale au Québec.

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** Oui. M. le Président, vous savez, aujourd'hui, quand on regarde le coût marginal d'Hydro-Québec, que ça soit pour l'éolien ou que ça soit pour d'autres formes d'énergie, ce n'est pas rentable aujourd'hui, l'hydrogène vert. Je voudrais juste que la cheffe de l'opposition officielle nous le dise ou dise que ce n'est pas vrai, là. Est-ce qu'elle pense que c'est rentable ou non, l'hydrogène vert, aujourd'hui, avec le coût marginal d'Hydro-Québec?

**Mme Anglade :** C'est ça, la différence de vision...

**Le Président (M. Bachand) :** Mme la cheffe de l'opposition officielle.

**Mme Anglade :** C'est ça... Merci. C'est ça, la différence de vision entre moi et le premier ministre, parce que la rentabilité, là, ça s'échelonne sur le temps. Il faut avoir la vision nécessaire pour se lancer là-dedans. Si on avait considéré la rentabilité de l'éolien en 2010... alors que le premier ministre, lui, il était contre. Il était contre le développement de l'éolien. Il s'est opposé à ça. Il a dit : Non, ce n'est pas bon, on ne devrait pas y aller parce que ce n'est pas rentable. Mais le problème de regarder ça juste à court terme, c'est qu'on n'est pas capables de développer la vision sur le long terme.

Ce dont on a besoin au Québec, c'est une politique de développement économique qui va faire en sorte qu'on lutte contre le plus grand enjeu du XXI<sup>e</sup> siècle, qui est la lutte aux changements climatiques, et qu'en même temps on soit capables de développer une économie qui est forte. Mais, pour ça, il faut un minimum de vision. C'est sûr que, s'il regarde juste la rentabilité dans la prochaine année, on va avoir de la misère, M. le Président.

**M. Legault :** ...je pense que, là, on vient de toucher quelque chose qui est important, l'éolien. Le gouvernement libéral a signé des contrats d'éolien à 0,11 \$. 0,11 \$, là, c'est beaucoup plus que ce qu'on vend... le prix auquel on vend l'électricité, par exemple, à New York, au Massachusetts, aux entreprises. Nous, on a réussi à signer des contrats en bas de 0,08 \$.

Donc, ce que nous dit la cheffe de l'opposition officielle, c'est qu'elle considère qu'à l'époque les contrats du gouvernement libéral, qu'ils ont signé à 0,12 \$... puis ça a été prouvé, M. le Président, à ce moment-là, le Québec était en surplus d'électricité. Donc, on a mis des centaines de millions de dollars en pertes directes dans les poubelles avec les contrats libéraux.

Nous, on a attendu que le prix de l'éolien baisse pour signer des contrats qui vont maintenant être rentables pour le Québec. C'est ça, la différence entre le Parti libéral puis la CAQ.

**Le Président (M. Bachand) :** Mme la cheffe de l'opposition officielle.

**Mme Anglade :** La raison pour laquelle, là, on est bons dans l'éolien, la raison pour laquelle il est allé en Gaspésie, là, pour faire des annonces, c'est parce que l'éolien a été développé. L'éolien a été développé au début. Il faut avoir de la vision pour ça.

Quand Bourassa a décidé d'investir dans l'hydroélectricité, est-ce qu'il disait : Ah! Est-ce que c'est rentable à court terme? Il faut avoir une vision, une impulsion puis de se dire qu'on est capables, au Québec, de penser beaucoup plus grand que ce que l'on a aujourd'hui.

L'éolien, là, en 2010, le premier ministre, il était en désaccord avec ça. En 2015, je vais le citer : «Ça n'a pas de bon sens, l'éolien. Ça n'a pas de bon sens de lancer l'argent par les fenêtres.» Mais la réalité, là, c'est que, si cet investissement-là n'avait pas été fait, on n'aurait pas été capables de faire ce qu'on fait aujourd'hui. C'est pour ça qu'on a besoin, aujourd'hui, d'investir non seulement dans une grande stratégie d'économie d'énergie, mais aussi dans l'hydrogène vert.

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre, s'il vous plaît.

**M. Legault :** Bien, M. le Président, je persiste et je signe. À l'époque, Hydro-Québec était en surplus, puis le prix était beaucoup trop élevé, 0,11 \$. 0,11 \$, c'était mauvais, puis je continue à penser que c'est mauvais. Par contre, actuellement, avec toutes les entreprises qui veulent maintenant s'installer au Québec, avec le contrat de New York, on va se retrouver graduellement en déficit d'énergie puis, là, on va payer 0,07 \$ à 0,08 \$.

Maintenant, revenons sur l'hydrogène. Il y a une différence entre faire des projets pilotes, là, ce qu'on fait avec Enerkem à Varennes, un projet de 875 millions pour développer l'hydrogène vert, puis d'avoir un projet, là, qu'on appelle Éco, chez le Parti libéral, où on dit : On va mettre 100 milliards. Écoutez bien, là, pas 100 millions, 100 milliards. Puis on ne sait pas... On dit... On espère, on allume des lampions, on espère que ça va être rentable un jour. Bien, moi aussi, j'espère que ça va être rentable un jour, puis c'est pour ça qu'on investit 875 millions pour développer la technologie à Varennes. Mais mettre 100 milliards, je trouve ça légèrement exagéré.

**Le Président (M. Bachand) :** La cheffe de l'opposition officielle, s'il vous plaît.

**Mme Anglade :** J'espère que le premier ministre, quand il dit «100 milliards», il regarde ce qui se passe dans le reste du monde. La France a annoncé 10,2 milliards, l'Allemagne, 11,4 milliards, le Royaume-Uni, 6,4 milliards.

Les 100 milliards dont on parle, là, ce n'est pas juste du 100 milliards pour de l'hydrogène vert. C'est jusqu'en 2050, puis il y a tout. C'est privé, c'est public et ça fait en sorte qu'on fait une énorme stratégie en arrière de l'économie

d'énergie parce qu'on va avoir besoin de beaucoup plus d'énergie. C'est ça qu'il faut regarder dans le projet qui est présenté.

Mais malheureusement, le premier ministre, il regarde ça : Est-ce que c'est rentable à court terme? Est-ce que, là, à court terme, je suis capable de faire des sous? Sinon, on oublie ça. Bien, c'est la même manière dont il a réfléchi avec l'éolien, puis regardez où est-ce qu'on est aujourd'hui. Heureusement qu'on n'avait pas écouté le premier ministre par rapport à l'éolien.

Puis heureusement que Robert Bourassa, il n'écoutait pas les gens quand les gens lui disaient : L'hydroélectricité, ce n'était pas une bonne chose, parce qu'il n'y avait même pas de fils électriques pour passer l'électricité à ce moment-là, puis il a décidé quand même d'aller dans l'hydroélectricité, puis après ça de pouvoir utiliser cette hydroélectricité partout au Québec. C'est de cette vision-là dont on a besoin.

• (16 h 10) •

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** M. le Président, justement, on a des barrages, on a de l'hydroélectricité. On n'est pas pantoute dans la même situation que l'Europe. L'Europe est dans le gaz, importe du gaz de la Russie, puis avec ce qu'on connaît actuellement.

Nous, on pourrait, demain matin, là, construire des nouveaux barrages, on pourrait, demain matin, ajouter de l'éolien. Donc, pourquoi on irait donner notre électricité pas chère à des producteurs d'hydrogène vert? Pourquoi on ferait ça plutôt que de développer l'hydroélectricité, développer des nouveaux barrages?

Je sais que Philippe Couillard disait : Les barrages, c'est passé date, ce n'est plus bon. Puis l'éolien, bien, écoutez, à 0,11 \$, ce n'était pas payant. C'est rendu à 0,07 \$, 0,08 \$, bien là, ça commence à être payant.

Mais, M. le Président, il faut être capable d'additionner. Il faut être capable de se dire, là, tu sais, comme me disait un prof, à l'époque, aux HEC : Si tu perds de l'argent à chaque fois que tu vends ton produit, tu ne te reprends pas sur le volume, là.

**Le Président (M. Bachand) :** Mme la cheffe de l'opposition officielle.

**Mme Anglade :** Le premier ministre nous dit que, dans le fond, il nie qu'on a des besoins additionnels. Il dit : Dans le fond, ce n'est pas pire au Québec, ça va bien. 55 % de ce que l'on consomme, c'est avec des hydrocarbures, 55 % de notre consommation. Ça, ça veut dire que, pour arriver à la carboneutralité, là, il va falloir qu'on transforme ce 55 % là. Puis oui, ça va être, bien sûr, avec l'électrification des transports, mais il va falloir aller beaucoup plus loin. Il va falloir avoir une véritable audace, il va falloir vraiment pousser le niveau d'ambition, ce que le premier ministre ne fait pas parce qu'il regarde encore ses chiffres à court terme puis il dit : On n'a pas besoin de ça.

Il est allé voir Éco. Mais justement, Éco, ce n'est pas seulement faire de l'hydrogène vert. Éco, c'est regarder l'ensemble du problème. Il y a une énorme lutte à faire aux changements climatiques, mais ça, ce n'est pas important pour le premier ministre, ce n'est pas dans ses priorités. Mais ça fait qu'on a un potentiel de développement économique extraordinaire qu'on est en train de laisser sur la table parce qu'on n'a pas la vision nécessaire pour aller de l'avant. Puis ça, c'est la grande différence entre lui et moi.

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** Bien, M. le Président, on est en train de développer la filière batterie, on développe les autobus électriques scolaires puis de ville, on développe les camions électriques, on est en train de négocier pour de l'aluminium vert, pour de l'acier vert.

L'hydrogène, on veut faire des projets. Bien oui. Savez-vous... Est-ce que la cheffe de l'opposition officielle sait que ça prend beaucoup d'électricité pour faire de l'hydrogène vert? Est-ce qu'elle sait ça? Je sais qu'elle est ingénieure, là, mais est-ce qu'elle sait que ça prend beaucoup d'électricité? Puis, dans son calcul d'Éco, là, on paie combien pour l'électricité pour faire de l'hydrogène vert? Est-ce qu'elle le sait? Elle ne le sait pas.

**Le Président (M. Bachand) :** Mme la cheffe de l'opposition officielle.

**Mme Anglade :** Ah oui! bien, l'ingénieure regarde le premier ministre puis se dit : Je ne suis pas sûre que, dans ses chiffres, là, tout additionne tout le temps. On pourrait s'en parler longtemps.

Parlons des batteries un instant, parce qu'il aime ça, nous parler...

**Une voix :** ...

**Mme Anglade :** Non, non. Parlons des batteries un peu. Il nous parle des batteries puis il nous parle des investissements qui sont faits en batterie. Mais j'aimerais juste rappeler, comparativement à l'Ontario, ce qui se passe. 1,8 milliard d'investissements, au Québec, qui a été fait. Je pense que le premier ministre est d'accord, 1,8 milliard qui a été fait. Est-ce que le premier ministre sait, en même temps, combien d'investissements ont eu lieu sur les batteries en Ontario? Est-ce qu'il connaît ces chiffres-là?

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** Oui. M. le Président, il va y avoir plusieurs usines de batteries au Canada. Il va y en avoir plusieurs et il y a différentes étapes aussi dans le processus de batterie. Mais, je peux vous dire, les deux joueurs qu'on est allé chercher, BASF, allemand, c'est à peu près ce qu'on pouvait rêver de mieux, puis GM, aux États-Unis, ils s'y connaissent pour faire des autos, un petit peu.

Donc, M. le Président, moi, là, je n'ai pas de problème. Que Doug Ford ait une usine en Ontario puis qu'on en ait une au Québec, là, c'est correct. On va être tous les deux dans la batterie. Peut-être pas dans les mêmes étapes de la batterie, mais ce qui est important, c'est que le Québec ait ramassé des gros joueurs, des joueurs allemands, des joueurs américains. C'est ça qu'on voulait puis c'est ça qu'on a obtenu.

**Mme Anglade :** ...promettaient de grandes choses en matière de batterie au Québec puis ils ont vraiment peu livré. La réalité, c'est 1,8 milliard. Je demandais au premier ministre combien en Ontario, il ne m'a pas donné de chiffre. Est-ce qu'il le connaît, le chiffre? Je vais lui donner, le chiffre. 1,8 milliard au Québec, 12,8 milliards en Ontario, 12,8 milliards. Le premier ministre ne peut pas dire qu'il est content de ça.

Par contre, on est capables de faire en sorte d'investir en hydrogène vert, en économie d'énergie. Il y a un potentiel extraordinaire. Moi, je ne dis pas non aux batteries, mais ce que je constate, c'est que, pendant que le premier ministre, il marche, là, la réalité, c'est qu'en Ontario ils courent puis ils ont pris bien de l'avance par rapport à ce qui se passe au Québec. Puis, si on veut être capables de faire en sorte de créer une richesse collective qu'on va être capables de redistribuer, bien, il va falloir qu'on ait pas mal plus d'ambition que ce que l'on voit aujourd'hui avec le premier ministre.

**Le Président (M. Bachand) :** ...secondes, M. le premier ministre.

**M. Legault :** Bien, rappelons-nous des résultats du gouvernement libéral dans les batteries, dans l'hydrogène.

**Le Président (M. Bachand) :** Merci. M. le député des Îles-de-la-Madeleine, s'il vous plaît.

**M. Arseneau :** Merci, M. le Président. Alors, depuis quelque temps, le gouvernement nous dit qu'il faut vivre avec le virus. Ce qu'il ne nous dit pas depuis quatre ans, c'est qu'il faut vivre avec le fédéralisme de tutelle. Et il n'y a pas de meilleur exemple que celui de l'immigration, dont on a parlé tout à l'heure et qu'il est important de ramener à l'ordre du jour, parce que, la semaine dernière, on en a quand même été témoin de quelque chose d'assez extraordinaire. J'ai posé la question au premier ministre : Est-ce qu'il a été consulté par le fédéral avant de voir le gouvernement de tutelle augmenter les seuils d'accueil d'immigrants de façon exponentielle? Et il n'a pas répondu à ma question. Par contre, ce qu'il a dit, c'est que le seuil pour le Québec, c'est 50 000, pas une personne de plus.

Un peu plus tard, on a eu l'étude de crédits et on a vu, au secrétariat aux relations internationales, une ministre qui avait une nonchalance complète par rapport à ce dossier-là, un désintérêt complet pour la question. Et le premier ministre, publiquement, a voulu rattraper la balle au bond en disant : Ce que Québec réclame, c'est tous les pouvoirs en immigration. Moins de 24 heures plus tard, le premier ministre Trudeau le rabroue publiquement en disant essentiellement que Québec, bien, ce n'est pas encore un pays, et donc il faudra qu'il apprenne à vivre avec Ottawa et avec ses décisions.

Est-ce que le premier ministre n'est pas un peu tanné de se faire humilier par le gouvernement fédéral?

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** Oui. Sujet très intéressant. Quand on regarde l'immigration, 57 % de l'immigration, c'est l'immigration économique contrôlée par le Québec. Ensuite, il y a un 26 % qui est regroupement familial puis après il y a les réfugiés.

Commençons avec l'immigration économique. Avec les gouvernements du Parti québécois et du Parti libéral, le pourcentage de l'immigration économique qui parlait français avant d'arriver était au taux de 50 %, 55 % seulement. L'année passée, en 2021, savez-vous quel pourcentage de l'immigration économique au Québec parlait français? 84 %. On a fait des gains.

Il reste maintenant le regroupement familial. Effectivement, le regroupement familial, on a le même problème, à peu près la moitié ne parle pas français, et ça, c'est contrôlé par le gouvernement fédéral. Bon, là, il y a deux moyens de récupérer la sélection du regroupement familial. On peut demander aux Québécois de nous donner un mandat clair pour récupérer ces pouvoirs-là ou, ce que suggère le Parti québécois, faire un référendum sur la souveraineté du Québec. Moi, je pense qu'on a plus de chance d'aller chercher l'appui des Québécois derrière la récupération de la sélection des regroupements familiaux que de gagner un référendum sur la souveraineté du Québec par le Parti québécois.

**Le Président (M. Bachand) :** M. le député des Îles, s'il vous plaît.

• (16 h 20) •

**M. Arseneau :** M. le Président, sur le français, bien entendu qu'on souhaite que le gouvernement du Québec, que le Québec puisse accueillir des immigrants qui parlent français ou qui l'apprennent très, très rapidement, qu'on puisse les intégrer. Le problème dont fait fi le premier ministre, à l'heure actuelle, c'est que le gouvernement fédéral, il a une entente qui a été signée en 1991 avec le gouvernement du Québec et qui prévoit qu'on le consulte, et puis qu'on fixe des seuils pour le Canada, et que le Québec en prenne un pourcentage qui correspond à sa démographie. Mais je pense que le premier ministre connaît très bien les chiffres et qu'il sait très bien que, si le gouvernement fédéral veut accueillir 450 000 immigrants l'an prochain, bien, que 23 % de 450 000, ça ne fait pas 50 000. Comment on va résoudre ce litige avec le fédéral?

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre, s'il vous plaît.

**M. Legault :** M. le Président, jusqu'à présent, rappelez-vous, on avait promis temporairement de baisser de 50 000 à 40 000. Le gouvernement fédéral a accepté nos seuils. Jusqu'à présent, il accepte nos seuils, puis je peux vous dire, là, que je suis très ferme. Contrairement à la cheffe du Parti libéral du Québec, qui dit qu'elle est prête à augmenter à 70 000 par année le nombre d'immigrants, nous, on est très clairs, il n'est pas question, au Québec, d'avoir plus que 50 000 immigrants par année. Ça, c'est très clair.

**M. Arseneau :** Le premier ministre nous dit qu'il est très ferme, et le premier ministre Trudeau a lui-même dit qu'il ne changerait pas sa décision, qu'il impose au Québec et à l'ensemble des Canadiens, d'augmenter les seuils jusqu'à presque 450 000. Alors, moi, ce que je voudrais savoir aujourd'hui : Est-ce que le premier ministre est en train de nous dire qu'il est prêt à déchirer l'entente avec le gouvernement fédéral? Est-ce qu'il renie cette entente-là, de 1991, qui l'obligerait à prendre plus de 100 000 immigrants dès l'an prochain?

**M. Legault :** Bien, écoutez, jusqu'à présent, trois ans et demi qu'on est au gouvernement, le gouvernement d'Ottawa a toujours respecté nos seuils. Bon, je sais que la solution du Parti québécois, c'est de faire un référendum sur la souveraineté du Québec. Je pense qu'on a plus de chance de succès sur notre côté.

**M. Arseneau :** Bien, en fait, c'est sûr, quand on choisit de courber le dos, là, c'est assez facile d'avoir du succès. Lorsqu'on dit : Je veux 100 % des pouvoirs, puis qu'on rencontre le premier ministre fédéral qui nous dit : Vous n'aurez rien, en fait, je vais décider de tout en matière d'immigration, puis que le choix, c'est de retourner à la maison penaud puis de courber le dos, vous n'aurez certainement aucune opposition, en tout cas, certainement pas dans les banquettes gouvernementales.

Nous, ce qu'on dit, c'est qu'il faut se tenir debout et qu'il faut vérifier jusqu'où le gouvernement actuel est prêt à aller. Et comment va-t-il pouvoir imposer au fédéral le 50 000 immigrants maximum, alors que le fédéral a décidé d'en accueillir 450 000, si ce n'est en acceptant le déclin démographique du Québec? Est-ce que c'est ça que le gouvernement est en train de nous dire? Est-ce que c'est ça que le premier ministre est en train de nous dire, qu'il est d'accord avec la décision fédérale d'augmenter les seuils à 450 000 \$... 450 000 immigrants par année dès 2023 et de voir la population du Québec, le pourcentage de la population du Québec à l'intérieur du Canada diminuer l'an prochain, l'année suivante et toutes les années qui suivront?

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** Bien, d'abord, là, il faut regarder ce qui s'est passé depuis trois ans et demi. On en parlait tantôt, le gouvernement fédéral nous a donné 6 milliards pour les services de garde. On peut faire ce qu'on veut, il n'y a aucune condition sur le 6 milliards. On a reçu 1,8 milliard pour le logement social, même chose. On a reçu 4,2 milliards pour la formation de la main-d'oeuvre, 1,2 milliard pour les infrastructures, 693 millions pour l'aéronautique, 450 millions pour Internet haute vitesse, puis ça, c'est nos contrats, 374 millions pour les demandeurs d'asile. On a eu 172 millions pour la lutte à l'itinérance. On a eu 3 milliards, pendant la pandémie, pour la relance sécuritaire. On a eu... Je pourrais continuer, M. le Président.

Donc, on en a fait, des ententes. Puis, je répète, il n'est pas question d'avoir plus que 50 000 immigrants par année au Québec. Puis, jusqu'à présent, les seuils qu'on a demandés, on les a eus. On est même descendus jusqu'à 40 000 la première année.

**M. Arseneau :** ...ententes administratives que le premier ministre vient de faire, on reconnaît bien, là, le slogan, qu'on a redécouvert récemment, là, reprendre, essentiellement, la politique du Parti libéral du Québec, c'est ma façon d'être Québécois. Mais moi, ce que je voudrais savoir, c'est plus spécifiquement en matière d'immigration et de la rencontre qui a eu lieu la semaine dernière, puisqu'il veut... on ne peut pas savoir si le gouvernement a été consulté formellement, tel que le prescrit l'entente. Est-ce que le premier ministre a au moins discuté de cette situation-là avec son homologue fédéral la semaine dernière, avant qu'il ne déclare publiquement, M. Trudeau, qu'il n'en était pas question?

**M. Legault :** Oui. Écoutez, on a des priorités avec le gouvernement fédéral. On veut 6 milliards par année de plus pour les transferts en santé sans condition. On veut qu'il arrête de contester la loi n° 21. Je sais que Québec solidaire puis le Parti libéral ont la même position que Justin Trudeau, mais nous, on veut que Justin Trudeau arrête de contester la loi n° 21. On veut que la sélection des immigrants pour le regroupement familial, que ça soit une responsabilité du gouvernement du Québec. Je pense que ça, c'est mes trois priorités. Donc, pour ce qui est du 50 000 immigrants, là, je pense que Justin Trudeau sait très bien qu'on n'en veut pas plus que 50 000. Je ne pense pas que j'aie besoin d'en discuter pendant des heures avec lui.

**M. Arseneau :** C'est quand même intéressant, M. le Président, parce que, la semaine dernière, le premier ministre se bombait le torse en disant : On veut tous les pouvoirs en matière d'immigration. Aujourd'hui, il nous fait sa liste de priorités. Ça ne fait pas du tout partie de ses priorités d'aller chercher cet élément essentiel... bien, en tout cas, qui nous paraissait essentiel la semaine dernière. Mais ce qui est intéressant de voir, c'est que ces priorités-là, entre autres en santé, là, elles ne sont pas entendues par le fédéral, même que le fédéral continue de vouloir imposer ses normes dans des compétences qui sont québécoises, bien entendu.

Et là, évidemment, parmi ces trois priorités-là, bon, on entend... et dans les ententes qu'on a mentionnées tout à l'heure, bien, on ne fait pas mention de tous les échecs du gouvernement depuis quatre ans. Lorsqu'il a demandé, par exemple, l'application de la loi 101 aux entreprises à charte fédérale, refus. Transfert en bloc des budgets en infrastructures, jamais entendu parler, ce n'était pas dans le dernier budget fédéral. Souveraineté environnementale dans les projets du Québec, là, on a même le... en fait, le Parti conservateur qui dit qu'il va réintroduire le projet GNL. Donc, c'est fédéral. Peu important les partis, là, on ne veut rien savoir de donner la souveraineté environnementale au gouvernement du Québec. Transfert des fonds fédéraux pour lutter contre les changements climatiques, aucun suivi, plus jamais entendu parler. Rapport d'impôt unique, un refus final et total. Hausse des transferts en santé, on vient d'en parler tout à l'heure, c'était la priorité il y a quatre ans, c'est encore la priorité aujourd'hui, ce sera la priorité demain.

Quel est le rapport de force du gouvernement du Québec, qui courbe le dos devant les refus répétés du fédéral?

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** Bien, M. le Président, on va avoir une élection le 3 octobre prochain. C'est dans moins de cinq mois. On va laisser les Québécois juger qui, selon eux, est le mieux placé pour défendre les intérêts des Québécois. Est-ce que c'est le Parti québécois, qui propose un référendum dans le premier mandat pour faire la souveraineté du Québec, ou si c'est la CAQ? On va laisser les Québécois trancher ça.

**M. Arseneau :** Et les Québécois vont aussi apprécier le bilan qu'on vient de faire du gouvernement du Québec. Le gouvernement de la CAQ n'est pas en mesure, le premier ministre n'est pas en mesure de démontrer, aujourd'hui, on le voit, que son approche nous permet, comme Québécois, d'obtenir des gains. En fait, les priorités qu'il avait aujourd'hui sont encore moins grandes, moins nombreuses, moins ambitieuses que celles qu'il avait il y a quatre ans, et celles qu'il avait il y a quatre ans, il les a essentiellement abandonnées. Triste constat. Effectivement, on aura un contexte électoral où on pourra laisser aux Québécois décider, mais actuellement, le bilan en matière de fédéralisme renouvelé ou de tutelle, il est mince.

**Le Président (M. Bachand) :** 30 secondes, M. le premier ministre.

**M. Legault :** Bien, M. le Président, je le répète, logement social, services de garde, main-d'oeuvre, transport en commun, aéronautique, Internet haute vitesse, demandeurs d'asile, on a fait... On a réglé aussi la question de la gestion de l'offre, lutte à l'itinérance, relance sécuritaire pendant la pandémie. M. le Président, on a fait des ententes avec le fédéral. Ce n'est pas toujours facile, mais on a un gouvernement qui se tient debout, contrairement à ce qu'on voyait dans le temps du Parti libéral.

**Le Président (M. Bachand) :** Merci beaucoup. Mme la cheffe de l'opposition officielle, s'il vous plaît.

**Mme Anglade :** C'est bon?

**Le Président (M. Bachand) :** Oui, allez-y. Pardon.

**Mme Anglade :** Merci. M. le Président, le premier ministre avait fait une promesse qui a été brisée également, celle de 5 000 fonctionnaires en région. Il fronce les sourcils encore en me regardant. Laquelle? Il y en a plusieurs, promesses brisées. Il a raison de froncer les sourcils. Donc, celle des transferts de fonctionnaires dans les différentes régions du Québec... La question que j'ai pour le premier ministre : Dans les 5 000 personnes qu'il veut transférer, quel type de poste qui va être transféré et quel poste décisionnel qui va véritablement être transféré pour les régions?

**Le Président (M. Bachand) :** Merci. M. le premier ministre.

**M. Legault :** M. le Président, effectivement, en 2018, on a promis, sur 10 ans, de transférer 5 000 postes de fonctionnaires dans les régions du Québec. Donc, si vous faites une petite règle de trois, pour quatre ans, ça devrait être 2 000. On est rendus, jusqu'à présent, à 1 600. Puis moi, d'ici le 3 octobre, là, j'ai bien l'intention de me rendre à mon 2 000, donc d'avoir exactement la promesse qui a été faite, là, donc, une autre promesse remplit.

**Mme Anglade :** Postes décisionnels. Postes décisionnels, c'était ça, ma question.

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** Bien, M. le Président, on va commencer par les postes, là, qui sont ouverts, qui deviennent disponibles, parce qu'il n'est pas question de mettre dehors du monde, là. Ce qu'on fait, c'est qu'à chaque année il y a 15 000, 20 000 fonctionnaires qui prennent leur retraite. Bien là on dit : Il y a une partie de ces postes-là qui sont fermés à Québec, ouverts dans les régions. Puis ça adonne bien parce qu'il y a une pénurie de main-d'oeuvre. Donc, il y a des...

**Une voix :** ...

**M. Legault :** Oui. J'informe la cheffe de l'opposition officielle qu'il y a des pénuries de main-d'oeuvre puis qu'il y a des régions, contrairement à ce qu'elle dit, où ils ont des taux de chômage encore élevés dans certaines MRC. Bizarre, hein? Donc, on va profiter de ce taux de chômage élevé, dans certaines MRC, pour, entre autres, par le télétravail, permettre à ces gens-là d'appliquer sur des postes. Puis graduellement, ça va être des postes de plus en plus importants au niveau de la direction. Mais, pour l'instant, on en a 1 600 de faits, on va en avoir 2 000 au 3 octobre comme promis puis 5 000 sur 10 ans comme promis.

**Le Président (M. Bachand) :** Mme la cheffe de l'opposition officielle.

• (16 h 30) •

**Mme Anglade :** Dans ce qui a été décrit par le premier ministre, il n'y a aucun objectif de pouvoir décisionnel additionnel aux régions. Il nous parle même de télétravail. Là, il est en train de consulter pour voir qu'est-ce qu'il peut dire par rapport aux postes décisionnels, mais il n'a aucun objectif.

Nous, ce qu'on souhaite, c'est de voir que, dans chacune des régions, il y ait vraiment des décisions qui soient prises par les régions, qu'il y ait vraiment un pouvoir de décentralisation. C'est pour ça qu'on a fait la charte des régions. C'est pour ça qu'on s'est dit : Donnons le pouvoir de décider, qu'on n'ait pas besoin d'avoir des gens qui viennent ici, à Québec, devoir faire des pétitions pour que le gouvernement entende ce qu'ils ont à dire, mais qu'ils aient véritablement un pouvoir sur le terrain. Ce n'est certainement pas des 5 000 fonctionnaires en télétravail qui vont régler cet enjeu-là. Où est le pouvoir décisionnel à ce moment-là?

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** ...j'invite la cheffe de l'opposition officielle à rencontrer le président de la FQM, là, puis elle va voir qu'il est très content de ces transferts de poste. Et évidemment, éventuellement, plus on va avoir de gens en région, plus on va pouvoir avoir des postes de responsabilité. Il faut y aller graduellement. Il faut commencer. Le Parti libéral n'avait rien fait. Nous, on a commencé.

**Le Président (M. Bachand) :** Mme la cheffe de l'opposition officielle.

**Mme Anglade :** La FQM va aussi vous dire qu'il trouve ça très bien, la charte des régions, parce que ça va beaucoup plus loin. Ah! il fronce les sourcils à nouveau. Bien, il lira... il va aller s'informer par rapport à ça. La réalité, c'est que, les pouvoirs décisionnels, on en a besoin dans nos régions pour la vitalité, pour le développement économique.

Je trouve que le premier ministre, là, baisse les bras pas mal vite en termes de développement économique. Oui, il aime ça, regarder les chiffres, mais lorsqu'on regarde, concrètement parlant, je trouve qu'il se contente de peu. Je trouve qu'il regarde Doug Ford puis il se dit : Bien, dans le fond, ce n'est pas grave s'il est en avance par rapport à moi, ce n'est pas grave, là, s'il a pris complètement le leadership par rapport aux batteries, alors que moi, je voulais avoir le leadership. Ce n'est pas grave si, en termes de croissance économique, en 2022, il va être meilleur que moi. Je trouve que le premier ministre, là, il a baissé les bras par rapport à Doug Ford, pas mal.

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** M. le Président, j'ai fait quelques fois, depuis trois ans et demi, le tour des régions, puis partout, ce qu'on m'a dit, c'est que le Parti libéral était un parti centralisateur, entre autres dans le secteur de la santé, où non seulement ils ont centralisé à Québec, mais, à l'intérieur de chaque région, ils ont regroupé les services dans quelques grands hôpitaux, au grand découragement des hôpitaux locaux. Puis on est en train, avec la ministre de la Santé, de décentraliser.

Même chose avec l'économie. Accès entreprise Québec, je pense que le gouvernement libéral avait coupé le tiers des budgets des CLD. On a remis cet argent-là et plus puis on a donné plus de pouvoirs aux MRC pour le développement économique des petites et moyennes entreprises. M. le Président, dans tous les secteurs, on est en train de défaire la centralisation qui avait été faite par le gouvernement libéral.

**Le Président (M. Bachand) :** Mme la cheffe de l'opposition officielle.

**Mme Anglade :** Le premier ministre nous parle des petites et moyennes entreprises. Parlons-en. Parlons-en, des enjeux, parce qu'il y en a plusieurs. Il vient juste d'y avoir un sondage qui est sorti, justement, pour les petites et moyennes entreprises, tout juste, tout juste.

**Une voix : ...**

**Mme Anglade :** Oui, oui, les sondages, je sais que ça vous intéresse aussi. 86 % des répondants disent que la pénurie de main-d'oeuvre a un impact pas juste sur la qualité de vie à l'intérieur des emplois, mais sur la qualité de vie en général des Québécois. 70 % pensent que le gouvernement devrait en faire plus. Est-ce que le premier ministre s'entête toujours ou bien est-ce qu'il reconnaît qu'il y a un énorme travail à faire dans les régions et qu'on a besoin, justement, d'avoir une structure qui permet aux régions de se développer par elles-mêmes pour répondre à ces besoins de développement économique?

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** Bien, M. le Président, prenons des exemples, là. Internet haute vitesse, c'est surtout pour les régions qu'on a réussi à mettre ça en place partout. En agriculture, on a développé... on est en train de doubler les espaces de serre. L'agriculture, ça ne se passe pas au centre-ville de Montréal. On en parlait, les 5 000 postes sur 10 ans... Les zones d'innovation, mon adjoint parlementaire député de Bécancour-Nicolet... Nicolet-Bécancour, hein, est en train d'ouvrir des zones, donc, que ça soit en Estrie, que ça soit, justement, à Bécancour. Puis là, bien, je ne brûlerai pas les prochains sujets.

Maintenant, aussi, au niveau du transport aérien en région, ça va coûter maximum 500 \$. On a fait un nouveau régime forestier, les régions qui ont de la forêt, ils sont contents. Ensuite, bien, j'en parlais tantôt, on a mieux financé Accès entreprise Québec alors que les CLD étaient sous-financés. On a donné beaucoup d'argent pour la décontamination des terrains en région. On a réhabilité le chemin de fer en Gaspésie. On a augmenté la capacité à Pointe-Noire à Sept-Îles. On a mis beaucoup d'argent dans le tourisme en région. Les Québécois, là, vont dans les régions maintenant au lieu d'aller à Cancún. Ça va bien dans les régions, M. le Président.

**Le Président (M. Bachand) :** Mme la cheffe de l'opposition officielle.

**Mme Anglade :** M. le Président, ça va tellement bien, là, que les gens sont à bout de souffle. Ça va tellement bien, là, qu'il y a des gens qui cherchent du monde partout pour aller travailler. Puis que le premier ministre, là, il prend sa liste, là, puis il lit chacune des affaires qu'on lui a mises sur sa liste... mais, en vérité, là, si on n'est pas capable de faire en sorte que les postes soient comblés, le monde est fatigué, on n'a rien réglé par rapport à notre avenir collectif. Puis pour y parvenir, il va falloir qu'on donne plus de pouvoirs à nos régions, il va falloir qu'il y ait une véritable décentralisation, puis qu'on leur donne les moyens, puis qu'on ne fasse pas du mur-à-mur, qu'on fasse vraiment du sur-mesure.

Il nous parle du régime forestier, il nous parle du transport aérien, des annonces, en fait, qui ont été passablement improvisées, merci, puis on l'a bien remarqué. Moi, j'invite le premier ministre à regarder la Charte des régions qu'on a proposée, parce que je pense qu'il va trouver beaucoup d'idées qui sont superpertinentes pour les régions.

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** Bien, M. le Président, oui, il manque d'employés, entre autres des enseignants, des infirmières, des éducatrices. Ce qu'on a fait, c'est qu'on a mis des bourses, 3,9 milliards de bourses. 3,9 milliards, ce n'est pas autant que le 100 milliards que veut mettre la cheffe de l'opposition en hydrogène, mais quand même, pour moi, c'est beaucoup d'argent, 3,9 milliards. Donc, les étudiants au cégep, dans ces secteurs-là, reçoivent 1 500 \$ par session, à l'université, 2 500 \$ par session. Donc, il y a aussi des allocations d'aide à l'emploi de 475 \$ par semaine pour ceux qui sont en train de se réorienter.

Donc, M. le Président, je pense qu'on en fait beaucoup pour lutter contre la pénurie de main-d'oeuvre dans les secteurs essentiels. Puis, encore une fois, bien, la cheffe de l'opposition officielle n'a pas rien à proposer.

**Le Président (M. Bachand) :** Mme la cheffe de l'opposition officielle.

**Mme Anglade :** Je pense qu'on fait juste ça, des propositions, M. le Président, puis je pense qu'il devrait aller la lire, la Charte des régions. Mais je vais vous lire un extrait qui me semble très pertinent pour nos régions, encore en matière, oui, de développement économique, mais social aussi : «Ce qui se passe en ce moment, c'est dramatique. C'est une crise sociale, c'est un enjeu économique majeur, mais c'est aussi un énorme recul dans la lutte pour le droit des femmes, car ce sont très souvent les mamans qui vont mettre leur carrière sur pause pour rester à la maison avec le bébé. Nous ne faisons pas partie de l'agenda du premier ministre. Ça me heurte de voir que le gouvernement puisse montrer de cette façon ce qui se passe actuellement sur le terrain et ne pas voir ce qui se passe.» Ça, c'est un agriculteur à Trois-Rivières, et ça, ça représente bien ce que bien des personnes pensent, partout dans les régions, en termes de pénurie de main-d'oeuvre, mais aussi du retour des femmes sur le marché du travail.

Comment le premier ministre peut nous dire : Ça va très bien dans les régions, puis il n'y a aucun problème, puis voici les annonces qu'on fait, quand il y a de ce genre de situations là qui sont vécues sur le terrain?

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** M. le Président, le Parti libéral propose une charte des régions, et essentiellement, la mesure qu'il propose, c'est d'avoir un sous-ministre dans chaque région. Ça va tout régler les problèmes, là, on va avoir un sous-ministre par région. J'ai déjà connu ça, quand j'étais au Parti québécois, ça existait, et il y avait des chicanes de pouvoir. Qui est le boss en éducation? Qui est le boss en santé? C'est-tu le sous-ministre des régions ou c'est la personne qui est en charge de la santé? Un bordel bureaucratique attendu avec la proposition du Parti libéral. M. le Président, ce n'est pas sérieux.

**Le Président (M. Bachand) :** Mme la cheffe de l'opposition officielle.

**Mme Anglade :** Il y a un secrétariat à la Capitale-Nationale. Il y a un secrétariat pour la métropole. Est-ce qu'il trouve que c'est le bordel bureaucratique?

**M. Legault :** Bien, écoutez, le Parti libéral propose d'avoir 17 sous-ministres de région, dans les 17 régions du Québec, puis c'est comme ça qu'ils vont régler les problèmes des régions. Moi, je ne pense pas que c'est une bonne solution. C'est tout, j'arrête là.

**Le Président (M. Bachand) :** Mme la cheffe de l'opposition.

**Mme Anglade :** Bien, ma question, c'était : Est-ce qu'il pensait qu'à Québec, dans la capitale nationale, puis à Montréal, c'est un bordel bureaucratique comme il le décrit? Pourquoi est-ce qu'on est capable de le faire pour la métropole, pourquoi est-ce qu'on est capable de le faire pour la Capitale-Nationale, mais on n'est pas capable de le faire pour nos régions? Qu'est-ce qui fait en sorte qu'on n'est pas capable de le faire pour l'Abitibi-Témiscamingue, qu'on n'est pas capable de le faire pour l'Outaouais puis qu'on n'est pas capable de le faire pour la Gaspésie? Qu'est-ce qui empêche? Le bordel bureaucratique que lui-même décrit, il est où?

**M. Legault :** Bien, prenons l'exemple, là, que connaît bien la cheffe de l'opposition officielle, elle était en charge de brancher tout le monde à Internet haute vitesse. Elle en a branché combien, de monde, dans les régions, à Internet haute vitesse? Il n'y a à peu près rien, peut-être deux, trois. Mais, M. le Président, quand on est arrivés, il y avait des contrats de signés, pas de date de livraison, pas de pénalités, rien. M. le Président. Il ne s'est rien fait dans les régions pour Internet haute vitesse pendant qu'elle était responsable d'Internet haute vitesse. Donc, je comprends, là, qu'elle, elle nous dit : Oui, mais je vais changer, là, je vous le promets, je vais nommer un sous-ministre dans chaque région. Ce n'est pas sérieux.

**Le Président (M. Bachand) :** Mme la cheffe de l'opposition officielle.

**Mme Anglade :** Déviation totale du sujet parce qu'il ne veut pas répondre. La question était simple. Il n'a pas voulu répondre. Pourquoi est-ce que c'est bon pour la capitale nationale, pourquoi c'est bon pour la métropole, mais ce n'est pas bon pour les autres régions? Là, il consulte pour savoir c'est quoi, la meilleure réponse à donner. Mais la réalité, là, c'est qu'on a besoin de donner le pouvoir aux régions, qu'on a besoin de faire en sorte que chaque personne puisse se développer au meilleur de son potentiel et que chaque région puisse se développer au meilleur de son potentiel. Mais visiblement, c'est trop compliqué pour le premier ministre.

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

• (16 h 40) •

**M. Legault :** Bien, M. le Président, nous autres... il y a 125 députés, là, puis nos députés, puis vous en savez quelque chose, s'occupent de leur comté, puis ils amènent ça au ministre de la Santé, au ministre de l'Éducation. Puis je ne pense pas que ça aiderait d'ajouter des sous-ministres aux régions qui seraient entre les députés et les ministres responsables des différentes fonctions, là, mais je pense que c'est une mauvaise idée.

**Le Président (M. Bachand) :** Mme la cheffe de l'opposition officielle.

**Mme Anglade :** Je rappelle qu'il y en a pour la capitale nationale puis pour la métropole, mais je sais aussi que la meilleure technique pour le premier ministre, c'est de faire voter les gens du bon bord, parce que ça, c'est efficace pour rencontrer les objectifs, selon ses propres dires.

M. le Président, ce qu'on voit aujourd'hui, là, c'est un premier ministre, là, qui n'a pas été capable d'anticiper un certain nombre de choses, puis ça a des conséquences réelles et directes sur notre développement, sur notre économie, d'un point de vue social, d'un point de vue environnemental.

L'éolien, là, on en parlait tout à l'heure, une industrie d'avenir qu'on a su développer avec le temps, puis il s'est opposé à ça, il était contre. Bourse du carbone, pas besoin de ça, il était contre. Puis finalement, avec le temps, il se rend compte que ce n'est peut-être pas une si mauvaise affaire que ça.

Je rappelle l'inflation. Il n'y a pas si longtemps, le premier ministre avait dit : Aïe! On ne verra jamais ça. Sur quelle planète est-ce que vit le Parti libéral du Québec quand il parle d'inflation à 5 % ou 6 %? On ne verra pas ça. Regardez où on est aujourd'hui. Lorsque l'on parle de capacité d'anticipation, c'est ça qu'on voit.

Crise de la main-d'oeuvre, ça, c'est le comble. Honnêtement, celle-là, là, c'est vraiment... c'est le comble, parce que cette crise-là a un impact majeur sur toutes nos régions, dans nos services. Il aime parler de nos enjeux en santé. Il aime parler de nos enjeux en éducation. C'est vrai qu'on a des pénuries dans ces secteurs-là puis dans nos entreprises également. Puis il faut regarder le problème de manière globale, parce que, si on n'est pas capable d'y faire face aujourd'hui, on va avoir de sérieux enjeux. Et déjà, ça se fait sentir, cette... Pas plus tard qu'aujourd'hui, là, je demandais à des gens : Est-ce que vous pensez qu'on va atteindre, à un moment donné, le point de rupture? La réponse, c'était : Je pense qu'on est pas mal rendu là.

Potentiel extraordinaire économique pour lutter contre les changements climatiques, mais on a deux enjeux avec le premier ministre : son manque de vision par rapport à l'économie puis par rapport à ce potentiel-là, puis sa volonté réelle de faire quelque chose pour l'environnement. Mais on a une solution québécoise à un enjeu qui est global, et on pourrait agir, mais ça, le premier ministre ne le fait pas.

M. le Président, on va toujours trop loin pour quelqu'un qui ne va nulle part. Et là, en matière d'environnement, en matière de lutte aux changements climatiques, c'est là qu'on ne s'en va nulle part. Et j'ajoute la question de la pénurie de main-d'oeuvre.

M. le Président, il me reste une minute environ, c'est ce qu'il me reste?

**Le Président (M. Bachand) :** Oui.

**Mme Anglade :** J'aimerais juste dire au premier ministre que c'est là qu'on voit la différence de vision entre lui et moi. Moi, je souhaite un Québec ouvert sur le monde. Je souhaite un Québec qui voit grand. Je souhaite un Québec où il y a des entrepreneurs qui exportent, qui sont capables de se dire les choses puis dire : Eh! on a peut-être besoin de plus de monde, puis ça va nous aider collectivement, un Québec où on a vraiment besoin d'ambition. Ce n'est pas ce que je vois. Il n'y a aucune anticipation. Puis tout à l'heure, je le disais, le premier ministre, là, fait preuve d'un manque d'anticipation systémique sur tous les dossiers.

Cela dit, j'aimerais prendre le temps de remercier l'ensemble des collègues qui sont ici. Collègue de LaFontaine, collègue de Nelligan, merci de votre présence. Merci pour le travail qui a été fait. Je sais que les périodes de crédits, encore une fois, sont des périodes qui sont exigeantes, mais c'est ensemble qu'on arrive à passer à travers et de voir les véritables différences de vision par rapport au premier ministre et par rapport à notre formation politique.

Alors, M. le Président, encore une fois, l'avenir peut être formidable, pour autant qu'on se donne les moyens de rêver grand puis pour autant qu'on se donne les moyens de réussir. Puis aujourd'hui, le premier ministre, ce qu'il fait, c'est mettre un frein à notre propre développement parce qu'il s'entête avec ses idées de manière très idéologique.

**Le Président (M. Bachand) :** Merci beaucoup. Je cède maintenant la parole au député...

**Une voix :** ...

**Le Président (M. Bachand) :** Juste... Ce sera sur le bloc gouvernemental. Alors, le député de Nicolet-Bécancour, s'il vous plaît.

**Une voix :** ...

**M. Legault :** ...prendre quelques minutes, M. le Président, sur le bloc de la CAQ. Bien, écoutez, M. le Président, je pense qu'on vient de voir la différence entre quelqu'un qui fait des discours puis quelqu'un qui amène des résultats. Puis je pense qu'on l'a vu très bien tantôt avec Internet haute vitesse, bien, la cheffe de l'opposition officielle, pendant qu'elle était ministre de l'Économie, faisait des discours, mais il n'y avait pas de résultats.

M. le Président, je veux donner la parole, effectivement, au député de Nicolet-Bécancour, mais je veux quand même dire, là, que c'est exceptionnel que l'économie du Québec performe aussi bien, mieux que nos voisins, qu'on ait 4,1 % seulement de chômage, malgré ce qu'on a vécu pendant la pandémie. C'est quand même exceptionnel. Puis c'est toute l'équipe gouvernementale qui a travaillé là-dessus, pour qu'on ait le plus bas taux de chômage au Québec, malgré la pandémie qu'on a essayé de gérer le mieux possible. Puis j'étais content quand même de voir que... un décès, c'est un décès de trop, mais on a eu moins de décès, toutes proportions gardées, au Québec que dans le reste du Canada. Je pense qu'on a quand même, même si on n'est, personne, parfait, fait notre possible pour la pandémie, pour l'économie, pour les régions, entre autres avec Internet haute vitesse.

**Le Président (M. Bachand) :** Merci beaucoup. M. le député de Nicolet-Bécancour.

**M. Martel :** Merci, M. le Président. Bonjour, M. le premier ministre. Bonjour à toutes les équipes, les gens de l'opposition, mes collègues, évidemment. Je vais faire juste une petite parenthèse, avant d'aller au bloc que je voulais parler, mais je ne peux pas m'empêcher... Vous savez, M. le premier ministre, j'étais directeur de MRC, CLD. 2003, c'est l'arrivée du Parti libéral au pouvoir, puis je me souviens qu'il y avait une ministre qui était responsable des régions. La première action qu'elle a faite, première annonce qu'elle a faite, on coupe les sous-ministres en région. On a connu le gouvernement de 2014. Qu'est-ce qu'on a fait au niveau des CLD? On a coupé les subventions de moitié. On a éliminé les CRE. Ça, c'est un petit bilan au niveau des régions. Ça fait qu'à un moment donné, pour être cru, il faut qu'on soit crédible.

M. le premier ministre, vous vous rappelez, avant 2018, avant qu'on soit au pouvoir, on parlait souvent, vous êtes venu je ne sais pas combien de fois en Mauricie, chez nous, puis on parlait, ça n'a pas de bon sens qu'une région comme la Mauricie, Nicolet-Bécancour, par rapport à où est-ce qu'on est installés, qu'on soit dans les salaires les plus bas au Québec. C'était comme inimaginable. Puis à un moment donné, je ne sais pas si vous vous rappelez, je vous ai amené à Bécancour, on a fait la visite du parc industriel, puis je vous disais : Ça, c'est le seul parc industriel qui appartient au gouvernement du Québec. Puis avant 2018, je l'ai dit je ne sais pas sur combien de tribunes, on a perdu, les 15 dernières années, avant 2018, on a perdu plus d'emplois dans le parc industriel qu'on en a créés. Depuis 2018, là, je l'ai fait vite, là, O.K. : Nemaska, NEAS, Nouveau Monde Graphite, BASF, GM, Virentia. Écoutez, la semaine passée, on a fait une annonce, 45 millions, Innomalt, et j'ai oublié de le tweeter. D'habitude, je les tweete, là, mais on en a eu tellement, depuis trois ans et demi, que j'ai oublié de le tweeter, celui-là.

On a développé la filière batterie. Puis je rencontrais dernièrement, un peu par hasard, une ancienne personne vraiment bien placée dans le dernier gouvernement libéral, il est à la tête d'un projet dans le parc industriel, puis on parlait de la filière batterie, puis il disait : J'envie beaucoup votre premier ministre. Si j'avais eu une équipe économique, à l'époque, qui m'avait parlé de la filière batterie, il dit, ça m'aurait vraiment aidé. Il dit : Je veux le féliciter pour avoir

cette vision-là, puis il est chanceux d'avoir des personnes qui ont la vision. Puis lui, un des avantages qu'il voit, par rapport à la filière de la batterie, c'est que nous, toute la production est faite à partir de l'électricité. Donc, on va pouvoir avoir une batterie la plus verte possible, la plus inimaginable, puis c'est vraiment un avantage au niveau international.

Moi, j'ai parlé, dans les médias... on parle, là, des investissements potentiels, là, puis en discutant avec le ministre de l'Économie, on parle des six à 10 milliards d'économies... d'investissements potentiels, 2 000 à 6 000 emplois supplémentaires. Et moi, j'ai fait une comparaison puis j'arrive à ma question... j'ai fait une comparaison un peu, parce que je viens de la Mauricie, puis les pâtes et papiers, ça a été un secteur vraiment important au niveau du développement industriel pour cette région-là, moi, je disais : Ce qu'on est en train de faire avec la batterie, ça a le potentiel de remplacer tout ce qu'on a fait au niveau des pâtes et papiers. Je voudrais avoir votre opinion par rapport à ça. Je sais que vous en aviez parlé tantôt, mais je trouvais que j'avais une bonne question qui allait avec l'excellente réponse que vous avez débuté tantôt.

• (16 h 50) •

**Le Président (M. Bachand) :** M. le premier ministre.

**M. Legault :** Bien, écoutez, ça fait longtemps, effectivement, on est ensemble, le député de Nicolet-Bécancour et moi, puis on s'est souvent parlé effectivement du problème, parce que c'est comme ça qu'il faut l'appeler, de la région de la Mauricie et du Centre-du-Québec. Pourtant, ça le dit, ils sont au centre du Québec, ils sont entre Montréal et Québec, puis pourtant le salaire moyen est très bas. Bon, ça s'explique, entre autres, parce que les gouvernements n'ont pas aidé à remplacer l'industrie des pâtes et papiers. Et ce qu'on est en train de faire actuellement, oui, effectivement, ça va remplacer ce qu'on a déjà connu en Mauricie puis dans le Centre-du-Québec.

Puis d'ailleurs je vais en profiter pour dire quelques mots sur les zones d'innovation, parce que le député de Nicolet-Bécancour et mon adjoint parlementaire responsable des zones d'innovation s'est promené partout au Québec, puis on a été un peu victimes de notre succès, parce qu'on espérait peut-être avoir trois, quatre, cinq zones d'innovation. On a eu plus de 30 offres pour bâtir des zones d'innovation. Donc, tout le monde au Québec veut des zones d'innovation.

Évidemment, on va y aller graduellement, mais le député de Nicolet-Bécancour a fait le tour, il est allé rencontrer les 30 projets. Puis là on est en train de commencer... on a commencé à en annoncer, entre autres en Estrie et, bon, on espère être capable d'en annoncer encore peut-être quelques-unes d'ici l'élection puis, si jamais on est choisis pour les quatre prochaines années, d'en annoncer d'autres, parce que c'est porteur d'avoir une filière comme la filière batterie. Parce que, écoutez, c'était drôle, quand est arrivé BASF puis GM, il y a eu comme une chicane, les deux voulaient être les premiers à annoncer qu'ils s'en allaient à Bécancour. Tu sais, ça fait que là, il a fallu gérer la chicane. GM... Je pense qu'il y en a une qui est sortie le vendredi parce qu'ils voulaient scooper l'autre entreprise qui sortait le lundi. Quand c'est rendu que ça se chicane pour annoncer des investissements au Québec, là, c'est des beaux problèmes à gérer, ça, moi, je trouve. Et effectivement, bien, on voit, là, les terrains qui sont en train de se remplir.

Puis Bécancour, bien, non seulement ils sont entre Montréal puis Québec, puis même chose avec la Mauricie, mais ils ont un port aussi. Puis on le sait, c'est important, pour l'environnement, de transporter les marchandises par bateau plutôt. Nous, au Québec, pendant toutes les dernières années, on était les champions du transport par camion. Donc, il faut aller vers le train, mais aussi vers le bateau, puis on a cette autoroute qu'est le fleuve Saint-Laurent, puis c'était inexploité à Bécancour. Il y a aussi des possibilités au port de Trois-Rivières. Puis je sais que c'est un sujet qui intéresse beaucoup le député de Nicolet-Bécancour.

Donc, moi, je veux en profiter pour le féliciter pour ce qu'il a fait pour développer, entre autres, cette zone d'innovation, elle n'est pas encore annoncée, par exemple, officiellement, donc je ne sais pas, peut-être qu'elle va être annoncée bientôt, mais c'est quand même extraordinaire ce qui se passe à Bécancour, puis il est beaucoup responsable de ce qui se passe actuellement à Bécancour.

**Le Président (M. Bachand) :** M. le député.

**M. Martel :** Bien, je voudrais en profiter un petit peu pour les zones d'innovation, parce que c'est un beau mandat que vous m'avez confié, sincèrement, puis c'est... Moi, je me souviens de vous avoir entendu, je ne sais pas combien de fois, parler de mettre le travail fait... la recherche qui est faite dans les universités, la mettre au profit des entreprises privées. Puis partout où est-ce que je suis allé au Québec, c'est ça que j'ai prôné, je disais : Ça prend un bon milieu de vie pour être capable d'attirer, il faut qu'on soit dans un secteur où on peut se démarquer à l'international, mais il faut faire travailler en collaboration et les entreprises et les universités.

M. le premier ministre, je ne sais pas combien d'endroits où est-ce que je suis allé, puis je l'ai vu, de mes yeux vu, les gens, ils disaient : On n'a jamais eu une aussi belle concertation que ça dans nos milieux, de faire travailler les villes, les corporations de développement économique, les universités, les CCTT, les entreprises privées. Et la première affaire qu'on leur demandait, c'est de faire un plan d'affaires puis, pour le plan d'affaires, on disait : On peut financer jusqu'à 100 000 \$ pour 200 000 \$, mais l'autre 100 000 \$, il faut que vous alliez le chercher. Puis ce que je disais, c'est : Si les entreprises privées ne sont pas prêtes à financer une partie du plan d'affaires, vous n'avez pas d'entreprise privée. On en a financé, je ne sais pas, plus qu'une vingtaine.

Je ne sais pas combien de zones d'innovation... Il n'y aura pas 33 zones d'innovation, on est très clairs avec ça. Par contre, tous les projets qui émanent de cette concertation-là, on a vraiment l'intention de les appuyer, un peu comme on a fait à Rivière-du-Loup, un peu comme on avait fait avec QScale à Lévis, on a un projet dans un comté que vous connaissez bien aussi, où est-ce qu'on aimerait ça l'aider. Donc, ça a été une concertation vraiment extraordinaire.

Et je l'ai dit, puis là c'est un peu le discours que j'ai quand je parle avec les gens, ce dossier-là, cette vision de développement économique là est beaucoup trop importante pour qu'on en fasse des jouets politiques. Ça fait que ce n'est pas parce qu'il va arriver des élections bientôt qu'on va se garrocher pour faire des annonces juste pour dire qu'on fait des annonces. Il y a des conditions qui sont fondamentales pour être rencontré, puis la plus fondamentale, c'est des projets d'investissement privés des entreprises. C'est long, c'est fastidieux, mais quand on en annonce, tout est attaché. Ça fait que merci de me donner cette opportunité-là.

**Le Président (M. Bachand) :** Merci. M. le député de Beauce-Sud, pour trois minutes.

**M. Poulin :** Trois minutes, parfait. Alors, M. le premier ministre... Salutations, évidemment, à l'ensemble des collègues et à l'ensemble des professionnels du gouvernement qui nous accompagnent. On a parlé, d'entrée de jeu, beaucoup du portefeuille des familles. On sait que c'est extrêmement important, mais on l'a fait pour l'ensemble de la population, puis ça, il faut le rappeler. Entre autres, le dernier 500 \$ qu'on a remis, c'est important de le souligner qu'un étudiant ou une personne aînée avait la même chose, hein? Souvent, les aînés disent : Qu'est-ce qu'il y a pour moi, les étudiants disent : Qu'est-ce qu'il y a pour moi? Alors là, tout le monde pouvait avoir une aide financière importante, avec le 500 \$, le 1 000 \$.

On a réduit les taxes scolaires aussi. Puis c'est important, lorsqu'on parle de propriété, et d'accès à la propriété, et d'être propriétaire d'une résidence, la réduction des taxes scolaires, ça a aussi un impact fort important. Je ne sais pas si vous avez reçu votre permis de conduire ou, en tout cas, quelques collègues, la SAAQ, c'est important aussi, hein, 24 \$, que plusieurs personnes ont. Alors, c'est une autre réduction qui est importante. On a enlevé aussi la taxe famille pour les services de garde. Ça aide aussi nos jeunes qui débutent dans la vie à s'assurer d'avoir un tarif unique pour les services de garde. Et en même temps, on a aussi créé un programme pour les lunettes, on n'en a pas aussi suffisamment parlé, mais ça a aidé de nombreuses familles à travers le Québec, sans compter qu'on a augmenté les allocations familiales. Et, vous en avez parlé tout à l'heure, le tarif d'Hydro, on s'est déjà positionnés, maximum 3 %.

Vous vous souvenez, lors de la dernière campagne électorale, les oppositions nous disaient : Vous ne réussirez jamais à baisser le fardeau fiscal des familles sans couper en santé et en éducation. Vous vous souvenez, hein, dans le match de tous les candidats, dans le débat des chefs : Vous allez couper sauvagement en santé, en éducation, si vous baissez le fardeau fiscal. M. le premier ministre, on a réussi à investir massivement et à baisser le fardeau fiscal. Comment on a fait?

**Le Président (M. Bachand) :** Autour d'une minute, M. le premier ministre.

**M. Legault :** Oui. Bien, effectivement, là, je me rappelle tellement la campagne électorale de 2018 où les trois partis de l'opposition disaient : On ne mettra pas d'argent dans le portefeuille, parce qu'on n'en a pas, puis on veut financer les services. Or, quand je regarde la croissance qu'on a été capable de mettre dans les dépenses de santé, les dépenses d'éducation... bien, je parlais tantôt du rattrapage qu'on est en train de faire avec l'Ontario. Écoutez, là, moi, il y a un chiffre qui me fascine, là, si le Québec avait le même revenu par habitant que l'Ontario, le gouvernement du Québec aurait 10 milliards par année de plus de revenus, 10 milliards par année. Bien, c'est ça, mon objectif, devenir autonome, se débarrasser de la péréquation, puis devenir aussi riche que l'Ontario, puis d'être capable de continuer à la fois de baisser le fardeau fiscal puis à la fois de bien financer nos services en éducation, en santé, continuer à développer le réseau des garderies, être capable de continuer à investir pour l'avenir aussi, être capable d'avoir des rapprochements, comme le député de Nicolet-Bécancour en parlait tantôt, entre l'éducation puis l'économie.

**Le Président (M. Bachand) :** Merci beaucoup, M. le premier ministre.

### Adoption des crédits

Nous allons donc maintenant procéder à la mise aux voix des crédits. Est-ce que le programme 1, intitulé Cabinet du lieutenant-gouverneur, est adopté?

**Des voix :** Adopté.

**Des voix :** Sur division.

**Le Président (M. Bachand) :** Adopté sur division. Le programme 2, intitulé Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif, est-il adopté?

**Des voix :** Adopté.

**Des voix :** Sur division.

**Le Président (M. Bachand) :** Adopté sur division. Le programme 8, intitulé Internet haute vitesse et projets spéciaux de collectivités, est-il adopté?

**Des voix :** Adopté.

**Des voix :** Sur division.

**Le Président (M. Bachand) :** Adopté sur division.

#### **Adoption de l'ensemble des crédits**

Et finalement, l'ensemble des crédits budgétaires du portefeuille Conseil exécutif pour l'exercice financier 2022-2023 est-il adopté?

**Des voix :** Adopté.

**Des voix :** Sur division.

**Le Président (M. Bachand) :** Sur division.

#### **Documents déposés**

En terminant, je dépose les réponses aux demandes de renseignements de l'opposition. Je vous remercie.

La commission, ayant accompli son mandat, ajourne ses travaux au mardi 10 mai 2022, à 9 h 45, où elle va entreprendre l'étude détaillée du projet de loi n° 2, Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droits de la personnalité et d'état civil. Merci.

*(Fin de la séance à 17 heures)*